



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 9 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1966

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
153

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4530. Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

642. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ ΗΕΜ τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.30 Διατάγματος. 2

643. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 7.6)26.7.52 Β.Δ. τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὰ Ἀεροπορικά Πτυχία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενέστερον. 3

644. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 15.12.1955)10.1.1956 Β. Δ)τος περὶ σημάτων ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως ἀεροσκαφῶν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας. 4

645. Περὶ προσθήκης τῆς Ρευματολογίας εἰς τὰς συναφεῖς Ἱατρικῆς Εἰδικότητος. 5

646. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 359)65 Β. Δ. «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἱατρείων». 6

647. Περὶ καταργήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 13)6.9.56 Β. Δ. «περὶ συστάσεως Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας». 7

648. Περὶ τροποποιήσεως τῶν ὑπ' ἀριθ. 358)65 καὶ 359) 1965 Β. Δ)των «περὶ Ἀγροτικῶν Ἱατρείων». 8

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 566 Β. Δ)γμα Ὑπουργ. Συγκοινωνιῶν. 9

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 556 Βασ. Δ)γμα Ὑπουργ. Συγκοινωνιῶν. 10

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4530

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 21 Ἰουνίου 1966 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου ἡ ἐν Γενεύῃ τὸ 1963 συναφθεῖσα μετὰ τῶν Α', Β', Γ' καὶ Δ' παραρτημάτων αὐτῆς, ἣν ὑπέγραψεν ἡ Ἑλλάς ἐν Μαδρίτῃ τὴν 29ην Ἰουνίου 1963 καὶ ἣς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL
 ACCORD INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE
 1963

Texte adopté à la dernière séance plénière de la Conférence, le 20 avril à Genève

PREAMBULE

i) Rappelant que la culture de l'olivier:

- est une culture fruitière pérenne qui, dans des conditions jugées normales, commence à produire à l'âge variant entre 6 et 15 ans pour atteindre sa maturité entre 80 et 120 ans,

- est une culture indispensable à l'entretien et à la conservation de certains sols et permet de valoriser des terrains qui ne supportent pas l'implantation d'autres cultures,

- est une culture dont dépendent l'existence et le niveau de vie de millions de familles qui sont abolumment dépendantes des mesures qui sont prises pour maintenir et développer la consommation de ses produits, tant dans les pays producteurs eux-mêmes que dans les pays consommateurs non producteurs,

Rappelant que, si l'huile d'olive qui représente la principale ressource tirée de la culture de l'olivier, occupe une place relativement restreinte dans l'alimentation mondiale actuelle, elle n'en constitue pas moins un produit de base essentiel dans les régions où ladite culture est implantée,

Soulignant, à cet égard, la très grande importance de cette production dans l'économie de nombreux pays.

ii) Rappelant que la caractéristique essentielle du marché de l'huile d'olive réside dans l'irrégularité des récoltes et de l'approvisionnement du marché, les irrégularités se traduisant par des fluctuations dans la valeur de la production, par l'instabilité des prix et des recettes d'exportation, ainsi que par des écarts considérables dans les revenus des producteurs.

Rappelant qu'il en résulte des difficultés spéciales qui peuvent causer des préjudices graves aux intérêts des producteurs et des consommateurs et compromettre les politiques générales d'expansion économique dans les pays des régions où la culture de l'olivier est implantée et où elle est susceptible de l'expansion nécessaire.

Soulignant qu'il importe de remédier à cette situation par des mesures appropriées tenant compte des données très particulières de la culture de l'olivier et du marché de l'huile d'olive.

iii) Rappelant que ces mesures dépassent le cadre national et qu'une action internationale est indispensable,

iv) Estimant qu'il est essentiel de poursuivre en développant l'oeuvre de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956, modifié par le protocole du 20 avril 1958.

Les Gouvernements parties au présent accord sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Objectifs Généraux

Article Premier

Le présent Accord a pour but:

1. D'assurer entre les pays exportateurs d'huile d'olive, producteurs ou non, une concurrence loyale, et aux pays importateurs la livraison d'une marchandise conforme à tous les termes des contrats passés;

2. De mettre en oeuvre ou de faciliter l'application des mesures tendant à l'expansion de la produc-

tion, de la consommation et des échanges internationaux d'huile d'olive;

3. De réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché;

4. De poursuivre en la développant l'oeuvre de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956.

CHAPITRE II

Membres

Article 2

L'Accord est ouvert aux Gouvernements de tous les Etats Membres des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui estiment être intéressés par les problèmes concernant l'huile d'olive et qui remplissent les conditions prévues à l'article 36 du présent Accord.

CHAPITRE III

Définitions

Article 3

1. Par «Conseil» on entend le Conseil Oléicole visé à l'Article 21 du présent Accord.

2. Par «Comité exécutif» on entend le Comité institué dans les conditions définies à l'Article 30 du présent Accord.

3. Par «campagne oléicole» on entend la période allant du 1^{er} octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

4. Par «Gouvernement d'un pays principalement producteur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires dont quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956]57 à 1961]62, une quantité d'huile d'olive supérieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1957 à 1962.

5. Par «Gouvernement d'un pays principalement importateur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires, quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956]57 à 1961]62, une quantité d'huile d'olive inférieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1957 à 1962.

CHAPITRE IV

Obligations Générales

Article 4

Les Gouvernements participants s'engagent à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 5

Les Gouvernements participants s'engagent à prendre les mesures qu'ils estiment appropriées pour faciliter les échanges et développer la consommation de l'huile d'olive.

Article 6

Les Gouvernements participants déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations et d'éviter l'introduction de pratiques de concurrence dé-

loyale dans le commerce mondial de l'huile d'olive, ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

Article 7

Les Gouvernements participants s'engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques, les informations et la documentation nécessaires au Conseil pour lui permettre de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord et, notamment, toutes les indications dont il a besoin pour établir le bilan oléicole et connaître la politique nationale oléicole des Gouvernements participants.

CHAPITRE V

Denominations et Définitions des Huiles d'Olive Appellations d'Origine et Indications de Provenance pour le Commerce International

Article 8

1. La dénomination «huile d'olive» est réservée à l'huile obtenue exclusivement de l'olive, sans mélange avec une huile provenant d'un autre fruit ou graine oléagineuse ou avec une huile provenant de graisses animales.

2. Les Gouvernements participants s'engagent à supprimer sur leurs territoires, dans un délai de deux ans à partir de la date à laquelle ils deviennent parties au présent Accord, tout emploi de la dénomination «huile d'olive», seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent Article.

3. La dénomination «huile d'olive» employée seule ne peut en aucun cas s'appliquer aux huiles de grignons d'olive.

Article 9

1. Pour le commerce international, les dénominations des huiles d'olive de différentes qualités sont données dans l'Annexe A au présent Accord, qui précise, pour chaque dénomination, la définition caractéristique correspondante.

2. Ces dénominations doivent obligatoirement être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

Article 10

1. Les Gouvernements participants s'engagent à prendre toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation respective, assurent l'application des principes et dispositions énoncés aux Articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leur territoire, pour le commerce international, d'appellations d'origine, d'indications de provenance et de dénominations des huiles d'olive contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, les factures, les lettres de voiture et les papiers de commerce, ou employées dans la publicité, les marques de fabrique, les noms enregistrés et les illustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive, pour autant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou prêter à confusion sur l'origine, la provenance ou la qualité des huiles d'olive.

Article 11

1. Les appellations d'origine ou les indications de provenance, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'à des huiles d'olive vierges, produites exclusivement dans le pays, la région ou la localité mentionnée, ou en provenant exclusivement.

2. Les coupages d'huiles d'olive, quelle que soit leur origine, ne peuvent porter que l'indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles ont été conditionnées et exportées du pays qui fournit les huiles d'olive vierges entrant dans le coupage, elles peuvent être identifiées par l'appellation d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition dudit coupage. Lorsqu'il est fait état de la dénomination générique «Riviera», notoirement connue dans le commerce international de l'huile d'olive pour des coupages d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée, cette dénomination doit obligatoirement être précédée du mot «type». Le mot «type» doit figurer sur tous les emballages en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot «Riviera».

Article 12.

1. En ce qui concerne les appellations d'origine et les indications de provenance, les contestations suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre de l'Accord ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes seront examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après consultation de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée d'un pays principalement importateur et s'il l'estime opportun, après consultation du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, de la Chambre de Commerce internationale et du Bureau international permanent de chimie analytique; en cas d'insuccès et après que tous les moyens auront été mis en oeuvre pour arriver à un accord, les Gouvernements des Etats participants intéressés auront le droit de recourir, en dernier instance, à la Cour Internationale de Justice.

CHAPITRE VI.

Propagande Mondiale en Faveur de la Consommation d'Huile d'Olive
Programmes de propagande

Article 13.

1. Les Gouvernements participants s'engagent à entreprendre en commun une action générale de propagande en faveur de l'huile d'olive en vue de maintenir et d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l'utilisation de la dénomination «huile d'olive» telle qu'elle est définie à l'Article 8 du présent Accord.

2. Ladite action sera entreprise sous une forme éducative et publicitaire et portera sur les caractéristiques organoleptiques et chimiques ainsi que sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.

3. Les ressources du Fonds de propagande seront utilisées en tenant compte des critères suivants :

- i) maintien et développement des débouchés actuellement existants ;
- ii) création de nouveaux débouchés pour l'huile d'olive ;
- iii) rentabilité des investissements publicitaires.

Article 14.

Les programmes généraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l'Article 13 ci-dessus sont arrêtés par le Conseil, après consultation des organismes et institutions appropriés, en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet.

Article 15

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année, en annexe à son propre budget, un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

Fonds de Propagande

Article 16.

1. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs s'engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque campagne oléicole, en vue de la propagande commune, une somme équivalente à 300.000 dollars des Etats - Unis d'Amérique et payable en cette devise. Toutefois, le Conseil peut décider dans quelle proportion chaque Gouvernement est admis à verser sa contribution dans d'autres devises.

Le montant de 300.000 dollars précité peut être augmenté par le Conseil, sans toutefois dépasser 500.000 dollars, à condition que cette augmentation soit acceptée par tous les pays participants principalement producteurs.

Le montant de 300.000 dollars visé ci-dessus peut être réduit si la production totale des pays parties au présent Accord représente moins de 80 % de la production mondiale de l'huile d'olive au cours de la période de référence citée à l'Article 3. Dans ce cas, le montant de 300.000 dollars est réduit à un montant proportionnel à la fraction que représente la somme des productions des pays principalement producteurs qui sont parties au présent Accord dans la production mondiale.

Par entente spéciale avec le Conseil, les Gouvernements des autres pays participant peuvent verser des contributions au Fonds de propagande. Ces contributions s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en application des alinéas précédents du présent paragraphe.

2. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs, tels qu'ils sont définis à l'Article 3, contribuent au Fonds de propagande selon le coefficient établi pour chacun d'eux à l'Annexe B du Présent Accord. Cependant, le Conseil peut réviser ces coefficients par décision unanime des pays participants principalement producteurs.

3. Les contributions au Fonds de propagande des Gouvernements des pays principalement producteurs, non mentionnés à l'Annexe B précitée, qui deviennent parties au présent Accord sont déterminées par application à chacun d'eux d'un coefficient fixé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé et calculé en fonction des coefficients figurant à l'Annexe B au présent Accord en ce qui concerne les Gouvernements qui y sont mentionnés.

4. Les contributions au Fonds de propagande sont dues pour l'exercice financier entier, y compris pour l'exercice au cours duquel sont déposés les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, quelle que soit la date de ce dépôt.

5. Les contributions au Fonds de propagande sont exigibles au début de chaque campagne oléicole et, pour la première campagne oléicole du présent Accord, aussitôt après la première session du Conseil, dans les conditions déterminées par celui-ci dans le respect des dispositions des paragraphes précédents.

6. Les contributions au Fonds de propagande des Gouvernements qui deviennent parties au présent Accord postérieurement à son entrée en vigueur, sont exigibles dès que ces Gouvernements sont devenus parties au présent Accord, pour la campagne oléicole

en cours et, ensuite, dans les mêmes conditions que pour les autres parties.

7. En cas de retard dans le versement de la contribution au Fonds de propagande, les dispositions du paragraphe 5 de l'Article 33 sont applicables.

8. A l'expiration de l'Accord, et sauf reconduction ou renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement inutilisés pour la propagande seront reversés aux Gouvernements participants au prorata du total de leurs contributions à cette propagande pendant la durée de l'Accord International sur l'Huile d'Olive, 1956 et celle du présent Accord.

9. Pour toutes les décisions relatives à la propagande chaque Gouvernement participant d'un pays principalement producteur dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa contribution au Fonds de propagande au titre du présent Article. Chaque fraction de voix résultant de l'application du coefficient établi conformément aux dispositions du présent Accord est comptée pour une voix.

Lorsqu'un pays passe, dans le cadre du dernier alinéa du paragraphe I du présent Article, une entente spéciale avec le Conseil pour le versement d'une contribution au Fonds de propagande, il acquiert un nombre de voix proportionnel à sa contribution, à condition que l'entente dont il s'agit concerne la période restant à courir jusqu'à l'expiration de l'Accord.

Article 17

L'exécution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à des organismes spécialisés de son choix, représentatifs des activités oléicoles, entre à la Fédération internationale d'oléiculture.

Article 18.

Le Conseil est, habilité à recevoir des dons des Gouvernements ou d'autres origines pour la propagande commune. Ces ressources occasionnelles s'ajoutent au montant du Fonds de propagande déterminé en vertu de l'Article 16 du présent Accord.

CHAPITRE VII.

Mesures Economiques

Article 19.

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'Article premier du présent Accord, en vue de contribuer à la normalisation du marché de l'huile d'olive et de remédier à tout déséquilibre entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes ou d'autres causes, le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Gouvernement participant conformément à l'Article 7 du présent Accord, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements non participants intéressés au commerce international de l'huile d'olive et de toute autre documentation statistique pertinente dont il pourrait disposer.

2. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements participants annoncent officiellement au Conseil les excédents d'huile d'olive détenus dans leur pays dépassant les exportations normales signalées en vertu du paragraphe 1, qu'ils désirent exporter dans les pays participants ou autres pendant la campagne oléicole en cours.

3. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements des pays déficitaires, après évaluation de tous leurs besoins en matière de consommation et

d'exportation, annoncent officiellement au Conseil leurs besoins estimatifs d'importations pendant la campagne oléicole en cours.

4. Le 1er Avril au plus tard, le Directeur du Conseil notifie à tous les Gouvernements participants les estimations d'excédents et de déficits en huile d'olive de pays membres et d'autres pays pendant la campagne oléicole en cours, afin de faciliter des négociations directes entre les entreprises d'exportation et d'importation des pays participants. Les Gouvernements participants communiquent au Conseil aussitôt que possible les résultats positifs ainsi obtenus, dont ils auraient connaissance.

5. Le 31 mai au plus tard, le Conseil procède à une nouvelle estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive et à un nouvel examen de la situation du marché en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, et il peut proposer aux Gouvernements participants les mesures qu'il juge opportunes.

Article 20.

Le Conseil poursuivra ses études en vue de présenter, aussitôt que possible, aux Gouvernements participants des recommandations destinées à assurer la normalisation à long terme du marché oléicole par l'application de mesures appropriées ayant pour objet d'encourager les échanges internationaux.

CHAPITRE VIII.

Administration

Conseil oléicole

Article 21.

Un Conseil oléicole est chargé d'administrer le présent Accord

Fonctions du Conseil

Article 22.

1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes de l'Accord et indépendamment de ses attributions particulières en ce qui concerne le Fonds commun de propagande, le Conseil est chargé de promouvoir l'action de régularisation et d'expansion de l'économie oléicole mondiale par tous encouragements en son pouvoir dans les domaines de la production, des échanges et de la consommation.

2. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Gouvernements participants toutes recommandations appropriées concernant :

- i) l'adoption et l'application d'un contra-type international pour les transactions sur les huiles d'olive;
- ii) la constitution et le fonctionnement de bureaux d'arbitrage internationaux pour les litiges éventuels en matière de transactions sur les huiles d'olive;
- iii) l'unification des normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive;
- iv) l'unification des méthodes d'analyse de l'huile d'olive.

3. Le Conseil prend toutes dispositions adéquates tendant à la rédaction d'un code des usages loyaux et constants du commerce international de l'huile d'olive, notamment en matière de marges de tolérance.

4. Le Conseil prend toutes mesures qu'il juge utiles pour la repression de la concurrence déloyale sur le plan international de la part d'Etats qui ne sont pas parties à l'Accord ou de ressortissants de ces Etats.

5. Le Conseil peut également entreprendre des études sur les questions concernant l'huile d'olive, la régularisation du marché oléicole et son expansion.

Il est, en outre, autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale, sous différentes formes, aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes suggestions et recommandations qu'il estime appropriées pour atteindre les objectifs d'ensemble énumérés à l'Article premier du présent Accord.

Toutes ces études et tous ces travaux doivent notamment se rapporter au plus grand nombre possible de pays et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

6. Les Gouvernements participants font part au Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent Article.

Article 23.

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient à jour la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger utiles et nécessaires.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut déléguer au Comité exécutif, constitué dans les conditions spécifiées à l'Article 30, l'exercice de chacun de ses pouvoirs et de chacune de ses fonctions, à l'exception de ceux ou de celles qui sont prévus à l'Article 16, au paragraphe 1 de l'Article 25 et aux paragraphes 2 et 3 de l'Article 33. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer cette délégation de pouvoirs.

5. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge utiles en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

6. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

Composition du Conseil

Article 24.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par autant de conseillers que chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.

2. Si un Gouvernement participant d'un pays principalement intéressé à l'importation ou à la consommation d'huile d'olive assure la représentation internationale d'un ou de plusieurs territoires dépendants ou autonomes principalement intéressés à la production ou à l'exportation d'huile d'olive, ou vice versa, ce Gouvernement a droit au sein du Conseil, soit à une représentation commune avec les territoires dépendants ou autonomes dont il assure la représentation internationale, soit, s'il le désire, à une représentation distincte du ou des territoires mentionnés ci-dessus.

3. Le Conseil élit, parmi les membres des délégations des Gouvernements participants, un Président qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonction pen-

gant une campagne oléicole. Dans le cas où le Président est un délégué votant, son droit de vote est exercé par un autre membre de la délégation de son Gouvernement. Le Président n'est pas rétribué.

4. Le Conseil élit également, parmi les membres des délégations des Gouvernements participants, un Vice-Président. Si ce Vice-Président est un délégué votant, il exerce son droit de vote sauf lorsqu'il assume les fonctions de Président, auquel cas il délègue ce droit à un autre membre de sa délégation. Le vice-Président demeure en fonction pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

Réunions du Conseil

Article 25.

1. Le Conseil a son siège à Madrid, à moins qu'il n'en décide autrement à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il y tient ses sessions, à moins qu'il ne décide à titre exceptionnel, de tenir une session particulière en un autre lieu.

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, compte tenu notamment des dispositions de l'Article 19 du présent Accord.

3. Le Conseil peut être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président. Celui-ci convoque également le Conseil si la demande en est faite :

- i) par cinq Gouvernements participants ;
- ii) par un ou plusieurs Gouvernements participants détenant au moins 10 pour 100 du total des voix ;
- iii) par le Comité Exécutif ;
- iv) lorsqu'un membre du Conseil fait appel d'une décision dudit Comité en vertu du paragraphe 8 de l'Article 30 du présent Accord.

4. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 2 du présent Article doivent être adressées à moins trente jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Les convocations aux sessions visées au paragraphe 3 du présent Article doivent être adressées au moins sept jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Article 26.

Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par les deux tiers du total des voix, étant entendu que ce quorum comprend les voix d'au moins deux Gouvernements de pays visés au paragraphe 5 de l'Article 3 du présent Accord. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint au jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'Article 25, ladite réunion se tient vingt-quatre heures plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constitue alors le quorum.

Article 27.

Le Conseil peut prendre des décisions, sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Gouvernements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

Article 28.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'Article 16, le nombre de voix attribué à chaque pays participant est celui figurant à l'Annexe C au présent Accord.

2. Toutefois, jusqu'à la ratification du présent Accord par chacun des deux pays disposant du plus

grand nombre de voix selon l'Annexe C, les dispositions des Articles 26, 28, 29 et du paragraphe 1 de l'Article 33 de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956 reproduits à l'Annexe D au présent Accord demeurent en vigueur.

3. Le nombre de voix attribué aux pays non mentionnés à l'Annexe C qui deviennent parties au présent Accord est déterminé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé en tenant compte de l'importance de ces pays dans l'économie oléicole.

Article 29.

1. Sauf disposition contraire du présent Accord les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés, étant entendu que cette majorité doit comprendre les voix d'au moins trois pays.

2. Le Gouvernement d'un pays participant principalement producteur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement producteur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

3. Le délégué votant d'un pays principalement producteur ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul autre pays principalement producteur.

4. Le Gouvernement d'un pays participant principalement importateur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

5. Le délégué votant d'un pays principalement importateur peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote de plusieurs pays principalement importateurs.

Comité Exécutif

Article 30.

1. Si le Conseil compte au moins dix-huit membres, il désigne un Comité Exécutif composé : a) de représentants des Gouvernements de sept pays du groupe des pays principalement producteurs participant à l'Accord, dont cinq ayant les productions d'huile d'olive les plus élevées parmi ce groupe ; b) de représentants des Gouvernements de cinq pays du groupe des pays principalement importateurs participant à l'Accord, dont deux réalisant les importations d'huile d'olive les plus élevées, parmi ce second groupe.

2. Si le Conseil compte moins de dix-huit membres il peut désigner un Comité Exécutif, composé, dans la proposition de trois cinquièmes et de deux cinquièmes respectivement de représentants des Gouvernements de pays participants principalement producteurs et de pays participants principalement importateurs.

3. Les membres du Comité Exécutif sont désignés pour une campagne oléicole sur proposition de chacun des deux groupes mentionnés au paragraphe 1 du présent Article. Ils sont rééligibles.

4. Le Comité Exécutif exerce les pouvoirs et les fonctions du Conseil que celui-ci lui aura délégués aux termes du paragraphe 4 de l'article 23.

5. Le Président du Conseil préside le Comité Exécutif. Il n'a pas le droit de vote.

6. Le Comité établit son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.

7. Chaque membre du Comité Exécutif dispose d'une voix. Au Comité, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

8. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que ce dernier détermine, de toute décision du Comité Exécutif, et la décision du Comité Exécutif est suspendue jusqu'au moment où est connue l'issue de l'appel. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité Exécutif, cette dernière est modifiée en conséquence.

Secrétariat

Article 31

1. Le Conseil est pourvu d'un Secrétariat composé d'un Directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil, du Comité Exécutif et de ses comités. Le Conseil désigne le Directeur et en fixe les attributions. Les membres du personnel sont nommés conformément à des règles établies par le Conseil; il leur est interdit d'exercer des fonctions en dehors de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois.

2. Il est fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du Secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier, direct ou indirect, dans l'une quelconque des diverses branches des activités oléicoles ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du Directeur et des membres du Secrétariat ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent solliciter, ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Gouvernements participants doivent respecter le caractère international des fonctions des membres du Secrétariat et ne doivent pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

CHAPITRE IX.

Statut, Immunités et Privilèges

Article 32.

1. Dans chaque Etat participant, et pour autant que le permet la législation de cet Etat, le Conseil jouit de la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

2. Pour autant que le permet sa législation, le Gouvernement de l'Etat où se trouve le siège du Conseil exempte d'impôts les fonds du Conseil et les traitements versés par le Conseil à son personnel.

CHAPITRE X.

Dispositions Financières

Article 33.

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de celle du Président qui sont supportées par le Conseil, sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. La cotisation au budget administratif de chaque Gouvernement participant, pour chaque campagne oléicole, est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté.

2. Au cours de sa première session, le Conseil vote un budget administratif couvrant la première campagne oléicole et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant.

Par la suite, chaque année, au cours de la session d'octobre, le Conseil vote son budget administratif

pour la campagne oléicole correspondante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant pour ladite campagne.

3. La cotisation initiale de tout Gouvernement participant qui devient partie au présent Accord, en vertu de l'article 36 est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix attribuées à ce Gouvernement et de la fraction de l'année restant à courir jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour la campagne oléicole en cours ne sont pas modifiées.

4. Les cotisations prévues au présent Article sont exigibles au début de chaque campagne oléicole pour laquelle elle ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil.

5. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole pour laquelle cette cotisation a été fixée est suspendu de son droit de vote jusqu'à ce qu'il ait acquitté sa cotisation. Toutefois, à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.

6. Après la session d'Avril, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de la campagne oléicole précédente.

7. En cas de dissolution, et avant celle-ci, le Conseil prend les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation du solde créditeur existant à la date d'expiration du présent Accord.

CHAPITRE XI.

Coopération avec d'autres Organismes

Article 34.

Le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les organismes et institutions appropriés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, et de coopérer avec eux. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre aux représentants de ces organisations d'assister à ses réunions.

CHAPITRE XII.

Contestations et Reclamations.

Article 35.

1. Toute contestation, autre que celles qui sont visées à l'Article 12, relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglée par voie de négociations, est à la demande d'un Gouvernement participant et partie au différend, déferée au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur du Conseil.

2. L'avis motivé de la commission consultative est soumis au Conseil, qui tranche en tout cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui prend une décision en la matière, après avis, le cas échéant, de la commission consultative visée au paragraphe 1 du présent Article.

4. Un Gouvernement participant peut, par un vote du Conseil, être reconnu coupable de manquements au présent Accord.

5. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Gouvernement des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Gouvernement en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l'Accord.

CHAPITRE XIII.

Signature, Ratification, Acceptation, Approbation, Adhésion et entre en Vigueur

Article 36.

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 30 juin 1963 à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive, 1963.

2. Le présent Accord sera soumis par les Etats signataires à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation, conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui sera le Gouvernement dépositaire de l'Accord.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire. Après l'entrée en vigueur dudit Accord, tout autre Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pourra y adhérer.

4. Le présent Accord entrera en vigueur le 1er octobre 1963 si les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré, ou à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront satisfaites. Toutefois, dans le cas où seuls les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'auraient ratifié, accepté, approuvé ou y auraient adhéré au 1er octobre 1963, lesdits Gouvernements pourraient décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur à cette date.

5. Un Etat devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément au paragraphe 4 du présent Article, si cette date est postérieure à l'autre.

6. L'Accord peut entrer provisoirement en vigueur. A cette fin, si un Gouvernement signataire notifie au Gouvernement dépositaire, le 30 septembre 1963 au plus tard, qu'il s'engage à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de l'Accord, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

7. Les Gouvernements signataires qui n'ont pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord, mais qui ont effectué la notification prévue au paragraphe précédent du présent Article, peuvent, s'ils le désirent prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateurs sans droit de vote.

8. Les Gouvernements signataires qui ont effectué la notification prévue au paragraphe 6 du présent Article peuvent également informer le Gouvernement dépositaire qu'ils s'engagent à appliquer provisoirement le présent Accord. Tout Gouvernement qui aurait pris un tel engagement sera considéré provisoirement

comme Partie au présent Accord, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 1er octobre 1964. Si au 1er octobre 1964, ce Gouvernement n'a pas encore déposé un tel instrument, il cesse, à moins que le Conseil n'en décide autrement, d'être considéré provisoirement comme Partie à l'Accord, mais il peut, s'il le désire, participer aux travaux du Conseil en qualité d'observateur sans droit de vote.

9. Le Gouvernement dépositaire notifie à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture toute signature, ratification, acceptation, approbation du présent Accord ou adhésion à ce dernier et informe ces Gouvernements de toutes réserves ou conditions y afférentes. Il informe également tous les Gouvernements participants de toute notification reçue conformément au paragraphe 6 du présent Article et de tout engagement notifié conformément au paragraphe 8.

CHAPITRE XIV

Durée, Amendement, Suspension, Retrait, Expiration, Renouvellement

Article 37.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1967, à moins que les conditions pour l'entrée en vigueur prévues au paragraphe 4 de l'article 36 ne cessent d'être remplies.

2. Le Conseil adressera aux Gouvernements participants, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant la reconduction ou le renouvellement du présent Accord.

3. A l'expiration du présent Accord, et sauf en cas de reconduction ou de renouvellement de celui-ci, les opérations dont le Conseil a la charge et les fonds dont il assure l'administration seront liquidés dans les conditions fixées par le Conseil, compte tenu des dispositions du présent Accord.

Pour l'application de ces dispositions et des autres clauses se rapportant à la liquidation, le Conseil poursuivra sa mission aussi longtemps qu'il sera nécessaire et il exercera les pouvoirs et les fonctions qui lui sont confiés par le présent Accord dans toute la mesure nécessaire pour terminer sa tâche.

4. Si un Accord destiné à reconduire ou à renouveler le présent Accord a été négocié, et si, avant l'expiration du présent Accord, il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet, mais si ce nouvel Accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, à la date d'expiration du présent Accord, le présent Accord sera prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel Accord sans que la durée, de cette prorogation puisse dépasser 12 mois.

Article 38.

1. En cas de circonstances qui, de l'avis du Conseil ou d'un Gouvernement participant, entravent ou menacent d'entraver le fonctionnement du présent Accord, le Conseil peut recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.

2. Si le Gouvernement intéressé en fait la demande, la procédure de vote par correspondance établie par l'Article 27 est employée.

3. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvernement participant doit notifier au Gouvernement dépositaire s'il accepte ou non un amendement recom-

mandé en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent Article.

4. Si, avant la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent Article, tous les Gouvernements participants acceptent un amendement, celui-ci entre en vigueur immédiatement après réception par le Gouvernement dépositaire de la dernière acceptation. Le Gouvernement dépositaire en avise immédiatement le Conseil.

5. Si, à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent Article, un amendement n'est pas accepté par les Gouvernements participants détenant deux tiers des voix, cet amendement n'entre pas en vigueur.

6. Si, à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent Article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays participants détenant deux tiers des voix, mais non par les Gouvernements de tous les pays participants :

a) L'amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant notifié leur acceptation aux termes du paragraphe 3 du présent Article au commencement de la campagne oléicole qui suit la fin du délai fixé, conformément aux dispositions de ce paragraphe ;

b) Le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l'acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui ne l'ont pas accepté font savoir au Conseil, avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable ; les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi et ceux qui n'ont pas fait connaître leur décision sont automatiquement suspendus du présent Accord à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Toutefois, si l'un de ces Gouvernements prouve au Conseil qu'il a été empêché d'accepter l'amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d'ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifié sa décision au Conseil.

7. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 6 du présent Article, ainsi que les règles nécessaires à l'application des dispositions du présent Article.

Article 39.

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas le présent Accord, ou en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification, à une acceptation ou à une approbation, il le notifie au Gouvernement dépositaire. Dès réception de cette notification, le Gouvernement dépositaire en informe le Conseil, qui examine la question soit à sa première session, soit à une de ses sessions ultérieures tenue dans le délai d'un mois au plus après réception de la notification. Si, après examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à considérer que ses intérêts sont gravement lésés, il peut se retirer de l'Accord en notifiant son retrait au Gouvernement dépositaire dans un

délai de trente jours après notification de la décision du Conseil.

2. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent Article s'applique dans les cas suivants :

a) Lorsqu'un Gouvernement participant déclare que des raisons indépendantes de sa volonté l'empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord ;

b) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont dangereusement lésés par le retrait d'un autre Gouvernement participant ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l'Article 42 de tout ou partie des territoires non métropolitains que représente un autre Gouvernement participant ;

c) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont gravement lésés par une mesure qu'un autre Gouvernement participant a prise, si ladite mesure n'est pas rapportée ou modifiée conformément aux recommandations que le Conseil, saisi d'une réclamation, aura formulées à ce sujet ;

d) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts ont été gravement lésés par une décision que le Conseil a prise dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés ou par voie d'amendement comme il est prévu à l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'Article 38.

3. Un Gouvernement participant peut, par notification au Gouvernement dépositaire, se retirer de l'Accord s'il est engagé dans des hostilités.

4. Tout retrait effectué conformément aux dispositions des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 ou à celles des paragraphes 1 et 3 entrera en vigueur à partir de la date de réception de sa notification définitive par le Gouvernement dépositaire.

Article 40.

Le Gouvernement dépositaire informe sans tarder tous les Gouvernements participants de toute notification de retrait qui a été portée à sa connaissance aux termes de l'Article 39 du présent Accord.

Article 41.

1. Tout Gouvernement participant qui se retire ou qui est suspendu de l'Accord pendant la durée de son application est tenu de s'acquitter des versements qu'il devait effectuer au Conseil et de respecter tous les engagements qu'il aurait contractés antérieurement à la date d'effet de son retrait ou de sa suspension.

2. Tout Gouvernement participant qui se retire de l'Accord pendant la durée de son application ne peut prétendre à aucune part du produit de la liquidation des actifs du Conseil à l'expiration dudit Accord.

CHAPITRE XV.

Application Territoriale

Article 42.

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Accord ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Gouvernement dépositaire que l'Accord s'étend à tout ou partie des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, et l'Accord s'applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.

2. Conformément aux dispositions de l'Article 39 relatives au retrait, tout Gouvernement participant peut notifier au Gouvernement dépositaire le retrait séparé du présent Accord de tous les territoires non métropolitains ou de l'un quelconque des territoires

non métropolitains dont il assure la représentation internationale.

3. Le Gouvernement dépositaire informera les Gouvernements participants de toutes notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent Article.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole et française font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

ANNEXE A

Dénominations et Définitions des Huiles d'Olive pour le Commerce International

1. Huiles d'olive vierges (Note : on peut également employer l'expression «pure huile d'olive vierge») : Huiles d'olive obtenues par des procédés mécaniques à l'exclusion de tout mélange avec d'autres huiles d'autre nature ou obtenues de façon différente.

Elles sont classées comme suit :

a) Extra : huile d'olive de goût parfaitement irréprochable et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 1 gramme pour 100 grammes.

b) Fine : huile d'olive remplissant les conditions des extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique qui devra être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes.

c) Courante (Note : on peut également employer l'expression «semi-fine» à la place de «courante») : huile d'olive de bon goût et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes avec une marge de tolérance de 10 pour 100 sur celle exprimée.

d) Lampante : huile d'olive de goût défectueux ou dont l'acidité exprimée en acide oléique est supérieure à 3,3 grammes pour 100 grammes.

2. Huiles d'olive raffinées (Note : on peut également employer l'expression «huile d'olive pure raffinée») : Obtenues par le raffinage des huiles d'olive vierges.

3. Huiles pures d'olive : constituées par un coupage d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée. Les coupages peuvent également constituer des types dont les caractéristiques peuvent être déterminées de gré à gré entre les acheteurs et les vendeurs.

4. Huiles de grignons d'olive : obtenues par traitement au solvant des grignons d'olive.

5. Huiles de grignons d'olive raffinées : obtenues par le raffinage des huiles mentionnées au paragraphe 4 et destinées à des usages alimentaires.

(Note : le mélange d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge - d'habitude destiné à la consommation intérieure de certains pays pro-

ducteurs - est dénommé «huile de grignons raffinée et d'olive». Ce mélange ne pourra, en aucun cas, être dénommé simplement «huile d'olive»).

6. Huiles de grignons d'olive pour usage technique : toutes autres huiles provenant de grignons d'olive.

ANNEXE B

Coefficients Affectés à chacun des Pays Principalement Producteurs Ci-Après désignés, pour le Calcul des Contributions à verser au fonds de Propagande

Algérie	1,67
Espagne	45,33
Grèce	4,00
Israël	0,25
Italie	33,67
Libye	0,41
Maroc	1,00
Portugal	2,34
Tunisie	10,00
Turquie	1,33

Total 100,00

ANNEXE C

Pays principalement producteurs

Algérie	40
Espagne	420
Grèce	180
Israël	20
Italie	420
Libye	25
Maroc	40
Portugal	120
Tunisie	110
Turquie	100

Pays principalement importateurs

République Fédérale d'Allemagne	5
Autriche	3
Belgique	3
France	35
Luxembourg	3
Royaume-Uni	5
Sénégal	3

ANNEXE D

Articles 26,28,29 et 33 (paragraphe 1) de l'Accord International sur l'Huile d'Olive de 1956

Article 26

Les représentants détenant deux tiers des voix des pays principalement producteurs et deux tiers des voix des pays principalement importateurs constitueront ensemble le quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à

l'article 25 ci-dessus, ladite réunion se tiendra trois jours plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

Article 28

1. Les Gouvernements parties au présent Accord sont répartis en deux groupes : celui des pays principalement producteurs et celui des pays principalement importateurs.

2. Les Gouvernements des pays principalement producteurs disposent au Conseil d'une voix par millier de tonnes métriques d'huile d'olive produite en moyenne par campagne pendant la période 1949)1950 à 1954)1955, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

3. Les Gouvernements des pays principalement importateurs disposent au Conseil d'un nombre de voix égal à 25 pour 100 du nombre de voix attribuées aux Gouvernements des pays principalement producteurs. Ces voix sont réparties entre eux en proportion de la moyenne de leurs importations pendant les années 1951 à 1954, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

4. Il n'y aura pas de fraction de voix.

5. Si un Gouvernement participant déclare se prévaloir des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 pour demander la représentation séparée d'un ou de plusieurs territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, ce ou ces territoires sont classés dans le groupe correspondant à leur principale activité oléicole sans que le nombre des voix dont disposent au total les Gouvernements

participants et leurs territoires représentés séparément puisse être modifié de ce fait.

Article 29

1. Le Conseil déterminera lors de sa première session le nombre de voix revenant à chaque Gouvernement participant conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

2. Par la suite, le Conseil rajustera ou redistribuera les voix attribuées aux Gouvernements participants :

a) lorsqu'un Gouvernement accède au présent Accord;

b) lorsqu'un Gouvernement se retire de l'Accord;

c) dans les circonstances prévues au paragraphe 2 de l'article 24 et à l'article 41.

Article 33

(paragraphe 1)

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cotisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement de pays principalement producteur participant pour chaque campagne oléicole est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté; la cotisation des pays principalement importateurs sera fixée par accord spécial entre chacun d'eux et le Conseil, compte tenu de leur importance dans l'économie oléicole.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ, 1963

Προοίμιον.

I) Έχουσαι υπ' όψιν ότι η καλλιέργεια του δένδρου της ελιάς:

Είναι καρποφόρος πολυετής καλλιέργεια, ήτις, υπό κανονικά συνθήκας, εισέρχεται εις καρποφορίαν εις ηλικίαν κυμαινομένην από 6 έως 15 ετών, διά να φθάση εις την πλήρη απόδοσιν εις ηλικίαν μεταξύ 80 και 120 ετών;

Είναι καλλιέργεια απαραίτητος διά την διατήρησιν και προστασίαν ώρισμένων εδαφών και επιτρέπει την αξιοποίησιν των εδαφών, τὰ όποια δέν προσφέρονται εις άλλας καλλιέργειας;

Είναι καλλιέργεια εκ της οποίας εξαρτώνται, ή ύπαρξις και τὸ βιοτικὸν επίπεδον εκατομμυρίων οικογενειών, αίτινες απολύτως εξαρτώνται εκ των λαμβανομένων μέτρων διά την διατήρησιν και την αύξησιν της καταναλώσεως των προϊόντων αυτής, τόσον εις αυτάς ταύτας τὰς παραγωγικὰς χώρας, όσον και εις τὰς καταναλωτικὰς μὴ παραγωγικὰς τοιαύτας;

Έχουσαι υπ' όψιν ότι, εάν τὸ ελαιόλαδον, τὸ όποιον αποτελεί τὸ κύριον έσοδον τὸ λαμβανόμενον εκ της ελαιοκαλλιέργειας, καταλαμβάνη, σχετικῶς περιορισμένην θέσιν εις την ένεστώσαν παγκόσμιον διατροφήν, οὐχ' ήττον όμως αποτελεί οὐσιώδες βασικὸν προϊόν εις τὰς περιοχὰς ένθα ή καλλιέργεια αὕτη ύφίσταται.

Υπογραμμίζουσαι, πρὸς τούτο την έξαιρετικὴν σημασίαν της παραγωγῆς ταύτης εις την οικονομίαν πολυαριθμῶν χωρῶν.

II) Έχουσαι υπ' όψιν ότι τὸ οὐσιώδες χαρακτηριστικὸν της άγορᾶς τοῦ ελαιολάδου, έγκειται εις την μὴ κανονικότητα των έσοδειῶν και της τροφοδοτήσεως αυτής, αἱ δὲ μὴ κανονικότητες αὐται, έρμηνεύονται εκ των διακυμάνσεων των τιμῶν της παραγωγῆς, εκ της άσταθείας των τιμῶν και των έσοδων έξαγωγῆς, ως επίσης και εκ των σημαντικῶν αποκλίσεων των εισοδημάτων των παραγωγῶν.

Έχουσαι υπ' όψιν, ότι έξ αὐτῶν προκύπτουν ειδικαί δυσχέρειαι, αίτινες δύνανται νὰ προξενήσουν σοβαρὰς ζημίας εις τὰ συμφέροντα των παραγωγῶν και των καταναλωτῶν και νὰ διακυβεύσουν την γενικὴν πολιτικὴν της οικονομικῆς ανάπτυξεως των χωρῶν, των περιοχῶν, ένθα ύφίσταται ή ελαιοκαλλιέργεια και παρουσιάζει περιθώρια περαιτέρω ανάπτυξεως.

Υπογραμμίζουσαι ότι, είναι συμφέρον όπως θεραπευθῆ ή κατάσταση αὕτη διά καταλλήλων μέτρων, λαμβανομένων υπ' όψιν των, τὰ μάλιστα, ειδικῶν δεδομένων της ελαιοκαλλιέργειας και της άγορᾶς τοῦ ελαιολάδου.

III) Έχουσαι υπ' όψιν ότι τὰ μέτρα ταῦτα υπερβαίνουν τὸ Έθνικὸν πλαίσιον και ότι είναι απαραίτητος μία διεθνὴς δραστηριότης.

IV) Εκτιμῶσαι ότι είναι οὐσιώδες νὰ συνεχισθῆ και ἀναπτυχθῆ τὸ έργο της Διεθνούς Συμφωνίας επί τοῦ Έλαιολάδου τοῦ 1956, ως αὕτη έτροποποιήθη διά τοῦ πρωτοκόλλου της 3ης Ἀπριλίου 1958.

Αἱ συμβαλλόμεναι, εν τῇ παρουσίᾳ, Συμφωνία Κυβερνήσεις συνεφώνησαν και συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικοί σκοποί.

Άρθρον 1.

Η παρούσα συμφωνία έχει ως σκοπόν:

1. Νὰ εξασφαλίση μεταξύ των έξαγωγικῶν Χωρῶν τοῦ ελαιολάδου, παραγωγικῶν ή μὴ, θεμιτὸν συναγωνισμόν και εις τὰς εισαγωγικὰς Χώρας, την παράδοσιν προϊόντος, συμφῶνως πρὸς τοὺς όρους των συναφθέντων συμβολαίων.

2. Νὰ διευκολύνη την εφαρμογὴν των μέτρων, τὰ όποια αποβλέπουν εις την ανάπτυξιν της παραγωγῆς, της καταναλώσεως και των διεθνῶν συναλλαγῶν τοῦ ελαιολάδου.

3. Νὰ μειώσῃ τὰς δυσχερείας, αίτινες οδηγούν εις τὰς

διακυμάνσεις των διαθεσίμων εις την άγορὰν ποσοτήτων ελαιολάδου.

4. Νὰ συνεχισθῆ ή ανάπτυξις τοῦ έργου της Διεθνούς Συμφωνίας επί τοῦ Έλαιολάδου τοῦ 1956.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Μέλη.

Άρθρον 2.

Η Συμφωνία είναι ανοικτή εις τὰς Κυβερνήσεις όλων των Κρατῶν μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἠνωμένων Έθνῶν ή της Ὀργανώσεως των Ἠνωμένων Έθνῶν, διά τὰς Τροφὰς και την Γεωργίαν, άτινα ενδιαφέρονται διά τὰ προβλήματα τοῦ ελαιολάδου και πληροῦν τοὺς όρους τοὺς προβλεπομένους εν τῷ άρθρῳ 3ῃ της παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Όρισμοί.

Άρθρον 3.

1. Ὡς «Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Συμβούλιον τοῦ ελαιολάδου, περι οὗ τὸ άρθρον 21 της παρούσης Συμφωνίας.

2. Ὡς «Έκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ» νοεῖται ή Ἐπιτροπὴ ή συνιστώμενη κατὰ τοὺς όρους τοὺς καθοριζόμενους εν τῷ άρθρῳ 30 της παρούσης Συμφωνίας.

3. Ὡς «Έλαιοκομικὴ περίοδος» νοεῖται ή περίοδος ή άρχομένη την 1ην Ὀκτωβρίου εκάστου έτους και λήγουσα την 30ην Σεπτεμβρίου τοῦ επομένου έτους.

4. Ὡς «Κυβέρνησις κυρίως παραγωγικῆς χώρας» νοεῖται ή μετέχουσα Κυβέρνησις της οποίας τὸ Μητροπολιτικὸν έδαφος και τὰ έτερα έδάφη, οἰαδήποτε και αν είναι ή νομικὴ έσωτερικὴ σχέση, ήτις συνδέει τὰ έδάφη ταῦτα με την Μητρόπολιν, λαμβανόμενα εν τῷ συνόλῳ κατὰ την χρονολογίαν, καθ' ήν ή Κυβέρνησις αὕτη καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος της παρούσης Συμφωνίας, παρήγαγον κατὰ μέσον όρον κατὰ την διάρκειαν των ελαιοκομικῶν περιόδων 1956)57 έως 1961)62 ποσότητα ελαιολάδου άνωτέραν των έτησίων μέσων εισαγωγῶν ελαιολάδου κατὰ την διάρκειαν της περιόδου 1957 έως 1962.

5. Ὡς «Κυβέρνησις κυρίως εισαγωγικῆς Χώρας» νοεῖται ή μετέχουσα Κυβέρνησις της οποίας τὸ Μητροπολιτικὸν έδαφος και τὰ έτερα έδάφη, οἰαδήποτε και αν είναι ή νομικὴ έσωτερικὴ σχέση, ήτις συνδέει τὰ έδάφη ταῦτα με την Μητρόπολιν, λαμβανόμενα εν τῷ συνόλῳ κατὰ την χρονολογίαν καθ' ήν ή Κυβέρνησις αὕτη καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος της παρούσης Συμφωνίας, παρήγαγον κατὰ μέσον όρον κατὰ την διάρκειαν των ελαιοκομικῶν περιόδων 1956)57 έως 1961)62, ποσότητα ελαιολάδου κατωτέραν των μέσων έτησίων εισαγωγῶν ελαιολάδου κατὰ την διάρκειαν της περιόδου 1957 έως 1962.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαί υποχρεώσεις.

Άρθρον 4.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, υποχρεοῦνται νὰ μὴ λαμβάνουν κανέν μέτρον αντίθετον πρὸς τὰς συμβατικὰς υποχρεώσεις τὰς απορροούσας εκ των διατάξεων της παρούσης Συμφωνίας και πρὸς τοὺς γενικοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τοὺς όριζόμενους εν τῷ πρώτῳ άρθρῳ της Συμφωνίας.

Άρθρον 5.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις υποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα τὰ όποια κρίνουν προσηκόντα διά την διευκόλυνσιν των συναλλαγῶν και την αύξησιν της καταναλώσεως τοῦ ελαιολάδου.

Άρθρον 6.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις δηλοῦν ότι διά νὰ έξυψώσουν τὸ βιοτικὸν επίπεδον των πληθυσμῶν και νὰ αποσύγουν την εισαγωγὴν μεθόδων άθεμίτου συναγωνισμοῦ εις τὸ Παγκόσμιον Ἐμπόριον τοῦ Έλαιολάδου θὰ προσπαθοῦν νὰ διατηροῦν φυσιολογικὰς συνθήκας εργασίας εις ὅλας τὰς ελαιοκομικὰς

δραστηριότητας ή τας προερχομένας εκ τής ελαιοκαλλιερ-
γείας, ταιούτας.

Άρθρον 7.

Αί μετέχουσαι Κυβερνήσεις υποχρεούνται να θέτουν εις την διάθεσιν και παρέχουν όλα τα στατιστικά στοιχεία, τας πληροφορίας και αναγκαία έγγραφα, εις το Συμβούλιον διά να δύναται τούτο να εκπληροί τας λειτουργίας, αίτινες τῷ ἔχουσι ἀνατεθῆ διά τής παρούσης Συμφωνίας και ἰδίᾳ, ὅλας τας πληροφορίας τῶν ὁποίων ἔχει ἀνάγκην διά τήν κατάρτισιν τοῦ ἰσοζυγίου τοῦ ἐλαιολάδου και να λαμβάνη γνώσιν τής Ἑθνικῆς Ἑλαιικῆς Πολιτικῆς τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Όνομασία και ὁρισμοὶ τῶν Ἑλαιολάδων. Όνομασία και ἐνδείξεις προελεύσεως διά τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου.

Άρθρον 8.

1. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιολάδων», ἀφορᾷ τὸ ἔλαιον τὸ λαμβανόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου, ἄνευ ἀναμίξεως μετ' ἐλαίου προερχομένου ἐξ οἰοῦδήποτε ἄλλου καρποῦ ἢ ἐλαιώδους σπόρου, ἢ μετ' ἐλαίου προερχομένου ἐκ ζωϊκῶν λιπῶν.

2. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τήν ὑποχρέωσιν να καταργήσουν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των, ἐντὸς μιᾶς προθεσμίας δύο ἐτῶν ἀπὸ τής χρονολογίας, ἀφ' ἧς καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη τής παρούσης Συμφωνίας, πᾶσαν χρησιμοποίησιν τής ὀνομασίας ἐλαιολάδων μόνης ἢ ἐν συνδυασμῷ μετ' ἐτέρων λέξεων, ἧτις δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

3. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιολάδων» χρησιμοποιουμένη μόνη ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται να δίδεται εις τὰ ἔλαια τῶν ἐλαιοπυρήνων (πυρηέλαια).

Άρθρον 9.

1. Διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, αἱ ὀνομασίαι τῶν ἐλαιολάδων διαφόρων ποικιλιῶν παρέχονται ἐν τῷ Α' Παραρτήματι τής παρούσης Συμφωνίας τὸ ὁποῖον καθορίζει, δι' ἐκάστην ὀνομασίαν τὸν ἀντίστοιχον χαρακτηριστικὸν ὁρισμὸν.

2. Αἱ ὀνομασίαι αὗται, δέον ὑποχρεωτικῶς να χρησιμοποιηθῶνται δι' ἐκάστην κατηγορίαν ἐλαιολάδου και να ἐμφαίνωνται διὰ λίαν ἐδαναγνώστων στοιχείων ἐφ' ὧν τῶν συσκευασιῶν.

Άρθρον 10.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις υποχρεούνται να λαμβάνουν διὰ τής προσηκούσης μορφῆς τής Νομοθεσίας των, ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα ἐξασφαλίζουν τήν ἐφαρμογὴν τῶν ἀρχῶν και τῶν διατάξεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τοῖς ἄρθροις 8, 9, 11 και 12 τής παρούσης Συμφωνίας.

2. Ὑποχρεούνται ἰδίᾳ να ἀπαγορεύουν και να κολάζουν τήν χρησιμοποίησιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των, διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τῶν ὀνομασιῶν και τῶν ἐνδείξεων προελεύσεως τῶν ἐλαιολάδων, αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀντίθεται πρὸς τὰς ἀρχὰς αὐτάς. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη ἀφορᾷ πάσας τὰς μνείας τὰς τιθεμένας ἐπὶ τῶν συσκευασιῶν τῶν τιμολογίων τῶν φορτωτικῶν και τῶν ἐμπορικῶν ἐγγράφων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων ἐν τῇ διαφήμισι, τὰ ἐμπορικὰ σήματα, τὰ καταχωρημένα ὀνόματα και τὰς εἰκονογραφήσεις, τὰς ἀναφερομένας εις τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου, ἐφ' ὅσον, αἱ μνείαι αὗται δὲν ἠδύναντο να ἀποτελέσουν ψευδεῖς ἐνδείξεις ἢ να προκαλέσουν σύγχυσιν, ὅσον ἀφορᾷ εις τήν καταγωγὴν, τήν προέλευσιν ἢ τήν ποιότητα τῶν ἐλαιολάδων.

Άρθρον 11.

1. Αἱ ὀνομασίαι και αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως, ὡσάκις δίδονται δὲν δύναται να τύχουν ἐφαρμογῆς εἰμὴ μόνον εις τὰ παρθένα ἐλαιολάδα τὰ παραγόμενα ἀποκλειστικῶς εις τήν χώραν, τήν περιοχὴν ἢ τήν τοποθεσίαν, αίτινες μνημονεύονται ἢ ἐξ ὧν ἀποκλειστικῶς προέρχονται.

2. Τὰ μίγματα τῶν ἐλαιολάδων οἰαδήποτε και ἂν εἶναι ἢ προέλευσις των δὲν δύναται να φέρουν εἰμὴ μόνον τήν ἐνδειξιν προελεύσεως τής Χώρας ἐξαγωγῆς. Ἐν τούτοις, ὡσάκις τὰ ἔλαια ἔχουσι συσκευασθῆ και ἐξαχθῆ ἐκ τής χώρας, ἧτις προμηθεύει τὰ παρθένα ἐλαιολάδα, τὰ ὁποῖα συνθέτουν τὸ μίγμα, ταῦτα δύναται να λάβουν τήν ὀνομασίαν προελεύσεως τοῦ παρθένου ἐλαιολάδου τὸ ὁποῖον μετέχει εις τήν σύνθεσιν τοῦ εἰρημένου μίγματος. Ὅσάκις γίνεται χρῆ-

σις τής εἰδικῆς ὀνομασίας «RIVIERA» κοινῶς γνωστῆς εις τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου, διὰ μίγματα παρθένων και ραφιναρισμένων ἐλαιολάδων, τής ὀνομασίας ταύτης, δέον, ὑποχρεωτικῶς να προηγηθῆ ἢ λέξις «τύπος». Ἡ λέξις «τύπος» δέον να ἀναφέρεται ἐφ' ὧν τῶν συσκευασιῶν με τυπογραφικούς χαρακτήρας τής ἰδίας ἐμφανίσεως και τῶν ἰδίων διαστάσεων με τήν λέξιν «RIVIERA».

Άρθρον 12.

1. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ὀνομασίας και τὰς ἐνδείξεις προελεύσεως αἱ ἐγειρόμεναι ἀμφισβητήσεις διὰ τήν ἐρμηνείαν ἢ τὰς δυσχερείας ἐφαρμογῆς τῶν ὄρων τοῦ παρόντος κεφαλαίου τής Συμφωνίας, αίτινες δὲν δὲν ἠδύναντο να λυθῶν διὰ τής ὁδοῦ τῶν ἀμέσων διαπραγματεύσεων δὲ ἐξετάζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον δὲν προβαίνει εις προσπάθειαν συμβιβασμοῦ κατόπιν γνώμης τής Διεθνούς Ὀμοσπονδίας Ἑλαιοκαλλιεργητῶν, μιᾶς Ἑπαγγελματικῆς ἀνεγνωρισμένης Ὀργανώσεως κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας και ἂν θεωρήσῃ τούτο σκόπιμον, κατόπιν γνωματεύσεως τοῦ Διεθνούς Γραφείου διὰ τήν Προστασίαν τής Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας, τοῦ Διεθνούς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου, και τοῦ Διεθνούς Μονίμου Γραφείου τής Ἀναλυτικῆς Χημείας. Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας και ἀφοῦ δὲ ἔχουν ἐξατληθῆ ὅλα τὰ μέσα διὰ τήν ἐπίτευξιν συμφωνίας, αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις τῶν μετεχόντων Κρατῶν δὲ ἔχουν τὸ δικαίωμα, ὡς τελικὴν ἐνστασιν να προσφεύγουν εις τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Παγκόσμιος Διαφήμισις ὑπὲρ τής καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

Πρόγραμμα διαφημίσεως.

Άρθρον 13.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις υποχρεούνται να λαμβάνουν ἀπὸ κοινού γενικὴν δραστηριότητα διαφημίσεως ὑπὲρ τοῦ ἐλαιολάδου, διὰ τήν διατήρησιν και τήν αὔξησιν τής καταναλώσεως τοῦ προϊόντος αὐτοῦ ἐν τῷ κόσμῳ, χρησιμοποιήσῃ τήν ὀνομασίαν «ἐλαιολάδων», ὡς αὕτη ἔχει καθορισθῆ ἐν τῷ ἄρθρῳ 8 τής παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἡ εἰρημένη δραστηριότης δὲ ἔχῃ χαρακτήρα διαφωτιστικὸν και διαφημιστικὸν και δὲ ἀναφέρεται εις τὰ ὀργανοληπτικά και χημικὰ χαρακτηριστικά, ὡς και εις τὰς θρεπτικὰς, θεραπευτικὰς και ἐτέρας ιδιότητας τοῦ ἐλαιολάδου, ἀποκλειομένης πάσης ἐνδείξεως ὅσον ἀφορᾷ τήν ποιότητα, καταγωγὴν ἢ προέλευσιν.

3. Αἱ πηγαι τοῦ Ταμείου τής διαφημίσεως δὲ χρησιμοποιῶνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κάτωθι κριτηρίων.

ι) Διατήρησις και αὔξεις τῶν ἤδη ὑφισταμένων Κέντρων Καταναλώσεως.

ιι) Δημιουργία νέων Κέντρων καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

ιιι) Ἀποδοτικότης τῶν διατεθέντων χρημάτων διὰ τήν διαφήμισιν.

Άρθρον 14.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 13 ἀναλαμβανόμενα γενικὰ και μερικὰ προγράμματα διαφημίσεως ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου μετὰ γνώμην τῶν καταλλήλων Ὀργανισμῶν και Ἰδρυμάτων ἀναλόγως τῶν πόρων οἵτινες ἐτέθησαν διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν εις τήν διάθεσιν του.

Άρθρον 15.

Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον με τήν διαχείρισιν τῶν πόρων τῶν προοριζομένων διὰ τήν κοινὴν διαφήμισιν.

Καταρτίζει ἐκαστον ἔτος ὡς παράρτημα τοῦ οἰκείου αὐτοῦ προϋπολογισμοῦ του, κατ᾽εσθασιν προβλέπουσαν τὰ ἔσοδα και τὰ ἔξοδα τὰ προοριζόμενα διὰ τήν διαφήμισιν ταύτην.

Ταμείον Διαφημίσεως.

Άρθρον 16.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν υποχρεούνται να θέσουν εις τήν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου, δι' ἐκάστην ἐλαιοκομικὴν περίοδον, διὰ τήν κοινὴν διαφήμισιν ποσὸν ἰσάξιον πρὸς 300.000 δολλάρια Ἑνωμένων Πολιτειῶν τής Ἀμερικῆς πληρωτέον εις τὸ νόμισμα τούτο.

Οὐχ ἦττον τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίξῃ κατὰ ποίαν ἀναλογίαν ἐκάστη Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταβάλλῃ τὴν εἰσφοράν τῆς εἰς ἕτερα νομίσματα.

Τὸ προαναφερθὲν ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ αὐξηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ ὑπερβαίῃ τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ αὐξήσις αὕτη θὰ γίνῃται ἀποδεκτὴ ὑφ' ἔλων τῶν μετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν.

Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ ἐλαττωθῇ ἐὰν ἡ ὀλικὴ παραγωγή τῶν χωρῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ ἀντιπροσωπεύῃ ὀλιγώτερον τοῦ 80)ο τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς τοῦ ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον συγκρίσεως τὴν ἀναφερομένην ἐν τῷ ἄρθρῳ 3.

Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὸ ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων μειοῦται κατὰ ποσὸν ἀνάλογον πρὸς τὸ κλάσμα τὸ ὁποῖον ἀντιπροσωπεύει τὸ ποσὸν τῆς παραγωγῆς τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν συμβαλλομένων μερῶν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ ἐν σχέσει μετὰ τὴν παγκόσμιον παραγωγήν.

Κατόπιν ἐιδικῆς Συμφωνίας μετὰ τὸ Συμβούλιον αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἄλλων μετεχουσῶν χωρῶν θὰ δύναται νὰ καταβάλλουν εἰσφοράς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως. Αἱ εἰσφοραὶ αὗται προστίθενται εἰς τὸ χρηματικὸν ποσὸν τῆς διαφημίσεως τὸ ὁποῖον καθορίζεται κατ' ἐφαρμογὴν τῶν προηγουμένων ἐδαφίων τῆς παρούσης παραγράφου.

2. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ὡς καθορίζονται ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸν συντελεστὴν ὁ ὁποῖος καθορίζεται δι' ἐκάστην ἐξ αὐτῶν, εἰς τὸ Β' Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Οὐχ ἦττον τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναθεωρήσῃ τοὺς συντελεστὰς τούτους κατόπιν ὁμοφώνου ἀποφάσεως τῶν μετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν.

3. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως τῶν Κυβερνήσεων τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν, τῶν μὴ ἀναφερομένων ἐν τῷ προειρημένῳ Β' Παραρτήματι, αἰτίνας κατέστησαν συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθορίζονται διὰ τῆς ἐφαρμογῆς εἰς ἐκάστην ἐξ αὐτῶν συντελεστοῦ καθοριζομένου δι' ἐιδικῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ ἐκάστης ἐνδιαφερομένης χώρας καὶ ὑπολογίζονται, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ρηθείσας Κυβερνήσεις ὅπως καὶ οἱ συντελεσταὶ οἱ ἀναφερόμενοι ἐν τῷ Β' Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ὀφείλονται δι' ὀλόκληρον τὴν οἰκονομικὴν χρῆσιν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς χρῆσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας κατατίθενται τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ χρονολογία τῆς καταθέσεως ταύτης.

5. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως εἶναι ἀπαιτηταὶ εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, καὶ διὰ τὴν πρώτην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀμέσως μετὰ τὴν πρώτην σύνοδον τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπ' αὐτοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων.

6. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως τῶν Κυβερνήσεων αἰτίνας κατέστησαν συμβαλλόμενα μέρη μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας εἶναι ἀπαιτηταὶ ἀφ' ἧς αἱ Κυβερνήσεις αὗται καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ τὴν τρέχουσαν ἐλαιοοικονομικὴν περίοδον καὶ ἀκολούθως, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους, καθὼς καὶ διὰ τὰ ἕτερα συμβαλλόμενα μέρη.

7. Εἰς περίπτωσιν καθυστερήσεως τῆς πληρωμῆς τῆς εἰσφοράς εἰς τὸ Ταμεῖον τῆς Διαφημίσεως ἔχουν ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 33.

8. Κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς Συμφωνίας, ἐκτὸς παρατάσεως ἢ ἀνανεώσεως ταύτης, τὰ ἐνδεχομένως μὴ χρησιμοποιηθέντα διὰ τὴν διαφήμισιν κεφάλαια θὰ τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων κατ' ἀναλογίαν τοῦ συνόλου τῶν εἰσφορῶν τῶν εἰς τὴν διαφήμισιν ταύτην κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1966 καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

9. Εἰς πάσας τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν διαφήμισιν ἀποφάσεις, ἐκάστη μετέχουσα κυρίως παραγωγικὴ χώρα διατίθει ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν εἰσφοράν τῆς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον. Πᾶν κλάσμα ψήφου προκίπτον ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συντελεστοῦ τοῦ καταρτιζομένου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπολογίζεται ὡς μία ψήφος.

Ἐὰν ἡ χώρα συνάπτει ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ τελευταίου ἐδαφίου τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐιδικὴν Συμφωνίαν μετὰ τὸ Συμβούλιον διὰ τὴν πληρωμὴν εἰσφοράς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως, ἀποκτᾷ ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν εἰσφοράν τῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ περὶ τῆς πρόκειται συμφωνία ἀφορᾷ εἰς τὴν περίοδον ἣτις ἀπομένει μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 17.

Ἡ τεχνικὴ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων τῆς διαφημίσεως δύναται νὰ ἀνατίθεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς εἰδικευμένους Ὄργανισμοὺς τῆς ἐκλογῆς του, ἀντιπροσωπευτικούς τῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν δραστηριοτήτων, μεταξὺ ἄλλων καὶ εἰς τὴν Διεθνῆ Ὀμοσπονδίαν Ἐλαιοκαλλιεργητῶν.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ δωρεὰς τῶν Κυβερνήσεων ἢ ἐξ ἄλλων προελεύσεων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν. Οἱ ἐνδεχόμενοι οὔτοι πόροι προστίθενται εἰς τὸ συνολικὸν ποσὸν τοῦ Ταμείου Διαφημίσεως τὸ καθοριζόμενον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 16 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Μέτρα οἰκονομικά.

Ἄρθρον 19.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν σκοπῶν τῶν ὀριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου καὶ νὰ θεραπεύσῃ ἕως τὰς ἀσταθείας μεταξὺ τῆς διεθνούς προσφοράς καὶ τῆς ζήτησεως αἰτίνας προέρχονται ἐκ τῆς μὴ κανονικότητος τῶν ἐσοδείων ἢ ἐξ ἐτέρων λόγων, τὸ Συμβούλιον προβαίνει, κατὰ τὴν ἀρχὴν ἐκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν ἰσολογισμῶν τοῦ ἐλαιολάδου καὶ εἰς συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον βάσει τῶν παρασχεθεισῶν πληροφοριῶν ὑπὸ ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἐκ τῶν πληροφοριῶν αἰτίνας δύναται νὰ τῷ παρασχεθῶσιν ὑπὸ τῶν μὴ μετεχουσῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου καὶ ἐκ παντὸς ἐτέρου καταλλήλου στατιστικοῦ ὕλικου τὸ ὁποῖον θὰ δύναται νὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν του.

2) Τὴν πρώτην Μαρτίου, τὸ βραδύτερον, ἐκάστου ἔτους αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις γνωρίζουν ἐπίσημως εἰς τὸ Συμβούλιον τὰ πλεονάσματα τοῦ ἐλαιολάδου τὰ ὁποῖα κατέχουν αἱ χώραι τῶν καὶ ἄτινα ὑπερβαίνουν τὰς κανονικὰς ἐξαγωγὰς τὰς ὑποδεικνυομένας συμφώνως τῇ παραγράφῳ 1, τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦν νὰ ἐξάγουν εἰς τὰς μετεχούσας ἢ μὴ χώρας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

3) Τὴν 1ην Μαρτίου ἐκάστου ἔτους, τὸ βραδύτερον, αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἐλλειμματικῶν χωρῶν, μετὰ τὴν ἐκτίμησιν ἔλων τῶν ἀναγκῶν τῶν ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν κατανάλωσιν καὶ εἰς τὴν ἐξαγωγήν γνωρίζουν ἐπίσημως εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς ἐκτιμηθείσας ἀνάγκας εἰσαγωγῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

4) Τὴν πρώτην Ἀπριλίου τὸ βραδύτερον, ὁ Δ)ντὴς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ εἰς ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις τὰς ἐκτιμήσεις πλεονασμάτων καὶ ἐλλειμμάτων εἰς ἐλαιόλαδον τῶν χωρῶν μελῶν καὶ ἄλλων χωρῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, διὰ νὰ διευκολυνθῶσιν αἱ ἄμεσοι διαπραγματεύσεις μεταξὺ τῶν ἐξαγωγικῶν καὶ εἰσαγωγικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν μετεχουσῶν Χωρῶν. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀνακοινοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον ὡς οἶόν τε τάχιον τὰ ἐπιτευχθέντα τριουτοτρόπως θετικὰ ἀποτελέσματα, τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ γνωρίζουν.

5) Τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον προβαίνει εἰς νέαν ὀλικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἔλαιόλαδον καὶ εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν πάσας τὰς πληροφορίες τὰς ὁποίας ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, καὶ δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις τὰ μέτρα τὰ ὁποία κρίνει κατάλληλα.

* Ἄρθρον 20.

Τὸ Συμβούλιον θὰ συνεχίσῃ τὰς μελέτας του διὰ νὰ παρουσιάσῃ, τὸ ταχύτερον, εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, συστάσεις προοριζομένας νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἔλαιολάδου διὰ μακρᾶν περίοδον τῆ ἐφαρμογῆ τῶν καταλλήλων μέτρων τὰ ὁποία ἔχουν ὡς ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὴν ἐνθάρρυνσιν τῶν διεθνῶν ἀνταλλαγῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

Διοίκησις.

Συμβούλιον Ἐλαιολάδου.

* Ἄρθρον 21.

Τὸ Συμβούλιον τοῦ ἔλαιολάδου εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἀρμοδιότητες τοῦ Συμβουλίου.

* Ἄρθρον 22.

1) Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν λειτουργιῶν διοικήσεως αἰτινες τῷ ἀνατίθενται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὄρων τῆς Συμφωνίας καὶ ἀνεξαρτήτως τῶν ἰδιαίτερων ἀρμοδιοτήτων, ὅσον ἀφορᾷ τὸ Κοινὸν Ταμεῖον Διαφημίσεως, τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ προαγάγῃ τὴν δρᾶσιν τῆς ρυθμίσεως καὶ τῆς ἐπεκτάσεως τῆς παγκοσμίου οἰκονομίας τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς διὰ παντὸς ἐν τῇ ἐξουσίᾳ του μέσου ἐνθαρρύνσεως, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τοὺς τομεῖς τῆς παραγωγῆς, τῆς ἀνταλλαγῆς καὶ τῆς καταναλώσεως.

2) Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰ μέσα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ αὐξήσιν τῆς καταναλώσεως τοῦ ἔλαιολάδου. Εἶναι ἰδίᾳ ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ὑποβολὴν πρὸς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις ἀπασῶν τῶν ἐνδεδειγμένων συστάσεων αἰτινες ἀφοροῦν εἰς :

I) Τὴν υἰοθέτησιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνoῦς τύπου Συμβολαίου διὰ τὰς συναλλαγὰς τοῦ ἔλαιολάδου.

II) Τὴν σύστασιν καὶ τὴν λειτουργίαν Γραφείου Διεθνoῦς Διαιτησίας διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἔλαιολάδων.

III) Ἐνοποιήσιν τῶν σχετικῶν κανόνων μὲ τὰ φυσικὰ καὶ Χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἔλαιολάδου.

IV) Ἐνοποιήσιν τῶν μεθόδων ἀναλύσεως τοῦ ἔλαιολάδου.

3) Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ἀποβλέποντα εἰς τὴν σύνταξιν κώδικος θεμιτῶν καὶ παγίων ἐθίμων τοῦ διεθνoῦς ἐμπορίου τοῦ ἔλαιολάδου, ἰδίως ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ περιθώρια ἀνοχῆς (περιθώρια ποσοστῶν ξένων ὑλῶν, ὕδατος κλπ.).

4) Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποία κρίνει χρήσιμα διὰ τὴν καταστολὴν τοῦ ἀθεμιτοῦ συναγωνισμοῦ ἐπὶ τοῦ διεθνoῦς πεδίου ἐκ μέρους Κρατῶν ἅτινα δὲν μετέχουν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν ὑπηκόων τῶν Κρατῶν αὐτῶν.

5) Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ ἀναλαμβάνῃ μελέτας ἐπὶ θεμάτων ἀναφερομένων εἰς τὸ ἔλαιόλαδον, τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς αὐτοῦ καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς.

Ἐπὶ πλέον τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως ἀναλαμβάνῃ ἢ ἀναθέτῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἐτέρων ἐργασιῶν, ἰδίᾳ τὴν ἀναζήτησιν λεπτομερῶν πληροφοριῶν αἰτινες ἀφοροῦν εἰς εἰδικὴν βοήθειαν, ὑπὸ διαφόρους, μορφὰς, παρεχομένην εἰς τὰς δραστηριότητας διὰ τὴν ἐλαιοπαραγωγὴν ὥστε νὰ δύναται νὰ διατυπώσῃ ἀπάσας τὰς ὑποδείξεις καὶ συστάσεις τὰς ὁποίας κρίνει προσφόρους διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ συνόλου τῶν σκοπῶν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἀπασαὶ αἱ μελέται καὶ αἱ ἐργασίαι αὗται δεόν νὰ ἀναφέρονται εἰς τὸν κατὰ τὸ δυνατόν μεγαλύτερον ἀριθμὸν χωρῶν καὶ νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς γενικὰς Κοινωνικὰς καὶ Οἰκονομικὰς συνθήκας τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν.

6) Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις γνωστοποιοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον τὰ συμπεράσματα εἰς ἃ θὰ καταλήξῃ ἡ ἐξέτασις τῶν συστάσεων καὶ τῶν ὑποδείξεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ.

* Ἄρθρον 23.

1) Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ἐσωτερικὸν κανονισμὸν σύμφωνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τηρεῖ καὶ ἐνημερώνει τὰ βιβλία καὶ τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποία εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοῦτο πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων αὐτῷ λειτουργιῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον κατὰ τὴν κρίσιν του στοιχείον ἢ βιβλίον.

Ἐν περιπτώσει ἀσυμφωνίας μεταξὺ τοῦ οὗτω δεκτοῦ γενομένου, ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπερισχέει ἡ Συμφωνία.

2) Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει, προετοιμάζει καὶ δημοσιεύει ἀπάσας τὰς ἐκθέσεις, μελέτας, γραφικὰς παραστάσεις, ἀναλύσεις, καὶ ἕτερα στοιχεῖα τὰ ὁποία κρίνει χρήσιμα καὶ ἀναγκαῖα.

3) Τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει ἅπαξ τοῦλάχιστον κατ' ἔτος, ἐκθέσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν λειτουργιῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4) Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ μεταβιβάξῃ εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν συνιστωμένην κατὰ τοὺς εἰδικῶς καθοριζομένους ὄρους ἐν τῷ ἄρθρῳ 30, τὴν ἀσκήσιν ἐκάστης τῶν ἐξουσιῶν του καὶ ἐκάστης τῶν λειτουργιῶν του, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται ἐν τῷ ἄρθρῳ 16, ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 25 καὶ ἐν τοῖς παραγράφοις 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 33. Τὸ Συμβούλιον δύναται εἰς οἰανδήποτε στιγμήν νὰ ἀνακαλῇ τὴν τοιαύτην μεταβίβασιν ἐξουσιῶν.

5) Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ διορίζῃ εἰδικὰς Ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας κρίνει χρήσιμους διὰ τὴν ἐπιβοήθησιν του ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν, διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀνατιθεμένων λειτουργιῶν.

6) Τὸ Συμβούλιον ἀσκέει πᾶσαν ἄλλην ἀναγκαῖαν λειτουργίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου.

* Ἄρθρον 24.

1) Τηρουμένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις εἶναι μέλος τοῦ Συμβουλίου μὲ δικαίωμα ψήφου. Ἐχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται εἰς τὸ Συμβούλιον δι' ἐνὸς ἀντιπροσώπου καὶ δύναται νὰ ὀρίξῃ ἀναπληρωτάς. Ὁ ἀντιπρόσωπος καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ δύναται νὰ συνοδεύωνται κατὰ τὰς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τῶν συμβούλων ὅσους ἐκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις κρίνει ἀναγκαῖον.

2. Ἐὰν μετέχουσά τις Κυβέρνησις χώρας κατ' ἐξοχὴν χώρας ἐνδιαφερομένης διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν καταναλώσιν τοῦ ἔλαιολάδου, ἐκπροσωπῇ διεθνῶς ἐν ἡ περισσώτερα ἐδάφη ἐξηρητημένα ἢ αὐτόνομα, κατ' ἐξοχὴν ἐνδιαφερόμενα διὰ τὴν παραγωγὴν ἢ τὴν ἐξέτασιν τοῦ ἔλαιολάδου ἢ ἀντιστρόφως, ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἔχει δικαίωμα ἐντὸς τοῦ συμβουλίου εἴτε εἰς κοινὴν ἐκπροσώπησιν μετὰ τῶν ἐξηρητημένων ἢ αὐτονόμων ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διεθνὴ ἀντιπροσώπευσιν, εἴτε ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, εἰς τὴν κειρωρισμένην ἐκπροσώπησιν τοῦ ὡς ἀνωτέρω μνημονευομένου ἢ τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων ἐδαφῶν.

3. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, τὸν Πρόεδρον ὁ ὁποῖος δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου καὶ ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον. Εἰς τὴν περίπτωσιν ὁ Πρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτελεῖ ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας του. Ὁ Πρόεδρος δὲν ἀμείβεται.

4. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει ἐπίσης, μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, τὸν Ἀντιπρόεδρον. Ἐὰν ὁ Ἀντιπρόεδρος οὗτος εἶναι ἀντιπρόσωπος μὲ δικαίωμα ψήφου, ἐκτελεῖ τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτὸς ὅταν ἀναλαμβάνῃ καθήκοντα Προέδρου, ὅποτε μεταβιβάσει τὸ δικαίωμα τοῦτο εἰς ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας του. Ὁ Ἀντιπρό-

εδρος άσκει τὰ καθήκοντά του επί μίαν έλαιοκομικήν περίοδον άνευ άμοιβής.

Συνεδριάσεις του Συμβουλίου.

*Άρθρον 25.

1. Το Συμβούλιον έχει την έδραν του έν Μαδρίτη, έκτός εάν άποφασίξη διαφορετρόπως με πλειοψηφίαν των δύο τρίτων των παρεχομένων ψήφων. Συνεδριάζει έν τή έδρα του, έκτός εάν άποφασίξη κατ' εξαίρεσιν, να συνέλθη εις ειδικήν σύνοδον έν άλλω τινί τόπω.

2. Το Συμβούλιον συνέρχεται, τουλάχιστον, δις του έτους, λαμβανομένων υπ' όψιν ιδία των διατάξεων του άρθρου 19 της παρούσης Συμφωνίας.

3. Το Συμβούλιον δύναται να συνέλθη εις οίανδήποτε στιγμήν όσάκις ό Πρόεδρος του θελήση τούτο. Επίσης συγκαλείται το Συμβούλιον όσάκις τούτο ζητήσωσιν.

I) Πέντε μετέχουσαι χώραι.

II) Μία ή περισσότεραι μετέχουσαι χώραι κατέχουσαι, τουλάχιστον 10ο του συνόλου των ψήφων.

III) 'Η Έκτελεστική 'Επιτροπή.

IV) 'Όσάκις μέλος τι του Συμβουλίου υποβάλλει έφσειν έναντίον άποφάσεως της Έκτελεστικής 'Επιτροπής, δύναμι της παραγράφου 8 του άρθρου 30 της παρούσης Συμφωνίας.

4. Αί προσκλήσεις διά τας συνόδους, περι όν ή παράγραφος 2 του παρόντος άρθρου, δέον να άποστέλλωνται 30 ημέρας, τουλάχιστον, πρό της ήμερομηνίας της πρώτης Συνεδριάσεως εκάστης Συνόδου.

Αί προσκλήσεις διά τας συνόδους περι όν ή παράγραφος 3 του παρόντος άρθρου, δέον να άποστέλλωνται έπτά, τουλάχιστον, ημέρας πρό της ήμερομηνίας της πρώτης Συνεδριάσεως εκάστης Συνόδου.

*Άρθρον 26.

'Η απαιτούμενη άπαρτία δι' εκάστην συνεδρίασιν του Συμβουλίου συνίσταται εκ των 2)3 του συνόλου των ψήφων, νοείται ότι εις την άπαρτίαν ταύτην περιλαμβάνονται οι ψήφοι δύο, τουλάχιστον, Κυβερνήσεων, αναφερομένων έν τή Παραγράφω 5 του άρθρου 3 της παρούσης Συμφωνίας. Έν τούτοις εάν δέν ύπάρχη άπαρτία κατά την όρισθείσαν ήμέραν συνεδριάσεως του Συμβουλίου, ήτις συγκαλείται συμφώνως πρός το άρθρον 25, ή έν λόγω Συνεδρίασις γίνεται 24 ώρας βραδύτερον και το Συμβούλιον εύρίσκειται έν άπαρτία, έφ' όσον παρίστανται αντιπρόσωποι κατέχοντες τὰ 50ο), τουλάχιστον, του συνόλου των ψήφων των μετεχουσών Κυβερνήσεων.

*Άρθρον 27.

Το Συμβούλιον δύναται να λαμβάνη άποφάσεις, άνευ συνεδριάσεως, δι' άνταλλαγής άλληλογραφίας μεταξύ του Προέδρου και των μετεχουσών Κυβερνήσεων, υπό την επιφύλαξιν ότι, ούδεμία μετέχουσα Κυβέρνησις, θά φέρη αντίρρησιν εις την διαδικασίαν ταύτην. Πάσα άπόφασις τοιουτοτρόπως λαμβανομένη ανακοινούται, τó δυνατόν ταχύτερον, εις όλας τας μετεχούσας Κυβερνήσεις και καταχωρείται εις τὰ πρακτικά της έπομένης συνεδριάσεως του Συμβουλίου.

*Άρθρον 28.

1. 'Υπό την επιφύλαξιν των διατάξεων της παραγράφου 9 του άρθρου 16, ό άριθμός των ψήφων των παρεχομένων εις εκάστην μετέχουσαν Κυβέρνησιν, αναγράφεται έν τώ παραρτήματι C της παρούσης Συμφωνίας.

2. Ούχ' ήττον όμως μέχρι της επικυρώσεως της παρούσης συμφωνίας ύφ' εκάστης των δύο χωρών, αίτινες διαθέτουν τόν μεγαλύτερον άριθμόν των ψήφων κατά τó παράρτημα C, παραμένουν έν ισχύί αι διατάξεις των άρθρων 26, 28, 29 και ή παράγραφος 1 του άρθρου 33 της Διεθνούς Συμφωνίας επί του έλαιολάδου του 1956 τὰ όποια άναδημοσιεύονται έν τώ παραρτήματι Δ' της παρούσης Συμφωνίας.

3. 'Ο άριθμός ψήφων όστις παρέχεται εις τας Χώρας τας μη μνημονευόμενας έν τώ παραρτήματι C, αίτινες καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη εις την παρούσαν Συμφωνίαν, καθορίζονται δι' ειδικής Συμφωνίας μεταξύ του Συμβουλίου και εκάστης ένδιαφερομένης Κυβερνήσεως, λαμβανομένης υπ' όψιν της σημασίας των χωρών αυτών έν τή οικονομία της έλαιοπαραγωγής.

*Άρθρον 29.

1. Έκτός διατάξεων, αντίθετων πρός την παρούσαν Συμφωνίαν, αι άποφάσεις του Συμβουλίου λαμβάνονται κατά πλειοψηφίαν των παρεχομένων ψήφων, έννοείται δέ, ότι ή πλειοψηφία αύτη, δέον να περιλαμβάνη τούς ψήφους τριών τουλάχιστον Χωρών.

2. 'Η Κυβέρνησις μετεχούσης χώρας κυρίως παραγωγικής δύναται να έξουσιοδοτή τόν έχοντα δικαίωμα ψήφου αντιπρόσωπον έτέρας κυρίως παραγωγικής Χώρας διά να εκπροσωπή τὰ συμφέροντά της και να άσκη τó δικαίωμα ψήφου εις μίαν ή περισσότερας συνεδριάσεις του Συμβουλίου. Επίβεβαίωσις της έξουσιοδοτήσεως ταύτης, δέον να υποβάλληται εις τó Συμβούλιον θεωρημένης, παρ' αυτού, ικανοποιητικής.

3. 'Ο έχων δικαίωμα ψήφου αντιπρόσωπος κυρίως παραγωγικής Χώρας δέν δύναται, έκτός των έξουσιών και του δικαιώματος ψήφου τὰ όποια κατέχει ή Χώρα του, να αντιπροσωπεύη τὰ συμφέροντα και να άσκη τó δικαίωμα ψήφου ει μη μιάς άλλης κυρίως παραγωγικής Χώρας.

4. 'Η μετέχουσα Κυβέρνησις κυρίως εισαγωγικής Χώρας δύναται να έξουσιοδοτή τόν έχοντα δικαίωμα ψήφου αντιπρόσωπον έτέρας κυρίως εισαγωγικής Χώρας διά να αντιπροσωπεύη τὰ συμφέροντά της και άσκη τó δικαίωμα ψήφου της διά μίαν ή περισσότερας συνεδριάσεις του Συμβουλίου. Επίβεβαίωσις της έξουσιοδοτήσεως ταύτης, δέον να υποβάλληται εις τó Συμβούλιον θεωρημένη παρ' αυτού, ικανοποιητική.

5. 'Ο έχων δικαίωμα ψήφου, αντιπρόσωπος κυρίως εισαγωγικής χώρας, δύναται, έκτός των έξουσιών και του δικαιώματος ψήφου τὰ όποια κατέχει ή χώρα του, να αντιπροσωπεύη τὰ συμφέροντα και να άσκη τó δικαίωμα ψήφου περισσότερών κυρίως, εισαγωγικών Χωρών.

Έκτελεστική 'Επιτροπή.

*Άρθρον 30.

1. Έάν τó Συμβούλιον άριθμη τó όλιγώτερον 18 μέλη, όρίζει Έκτελεστικήν 'Επιτροπήν, άποσπελουμένην α) έξ αντιπροσώπων Κυβερνήσεων έπτά χωρών της ομάδος των, κυρίως, παραγωγικών χωρών των μετεχουσών έν τή Συμφωνία, έξ όν αι πέντε παρόντων τó περισσότερον έλαιόλαδον μεταξύ των Κρατών της ομάδος ταύτης, β) έξ αντιπροσώπων Κυβερνήσεων πέντε χωρών της ομάδος των, κυρίως, εισαγωγικών χωρών των μετεχουσών έν τή Συμφωνία, εκ των όποιων δύο πραγματοποιούν τας ύψηλοτέρας εισαγωγάς του έλαιολάδου μεταξύ των Κρατών της δευτέρας ταύτης ομάδος.

2. Έάν τó Συμβούλιον άριθμη όλιγώτερα των 18 μελών, δύναται να όρίξη Έκτελεστικήν 'Επιτροπήν, συνισταμένην κατ' αναλογίαν των 3)5 και 2)5, αντίστοιχως, εκ των αντιπροσώπων των Κυβερνήσεων, των κυρίως, παραγωγικών χωρών και των, κυρίως, εισαγωγικών τοιούτων.

3. Τα μέλη της Έκτελεστικής 'Επιτροπής, όρίζονται διά μίαν έλαιοπαραγωγικήν περίοδον επί τή βάση προτάσεως εκάστης των δύο ομάδων των μνημονευόμενων έν τή παραγράφω 1 του παρόντος άρθρου. Τα μέλη ταύτα δύναται να επανεκλεγώνται.

4. 'Η Έκτελεστική 'Επιτροπή άσκει τας έξουσίας και τας λειτουργίας του Συμβουλίου, τας όποιας τούτο θά μεταβιβάση εις ταύτην, συμφώνως πρός τούς όρους της παραγράφου 4 του άρθρου 23.

5. 'Ο Πρόεδρος του Συμβουλίου προεδρεύει της Έκτελεστικής 'Επιτροπής. Δέν έχει δικαίωμα ψήφου.

6. 'Η Έκτελεστική 'Επιτροπή καταρτίζει τόν έσωτερικόν αύτης κανονισμόν, υπό την επιφύλαξιν της έγκυρίσεως τούτου, υπό του Συμβουλίου.

7. Έκαστον μέλος της Έκτελεστικής 'Επιτροπής, διαθέτει μίαν ψήφον. Εις την 'Επιτροπήν αι άποφάσεις λαμβάνονται κατά πλειοψηφίαν των παρεχομένων ψήφων.

8. Πάσα μετέχουσα Κυβέρνησις έχει τó δικαίωμα έφέσεως εις τó Συμβούλιον υπό τας προϋποθέσεις, τας όποιας τούτο όρίζει, κατά πάσης άποφάσεως της Έκτελεστικής 'Επιτροπής, και ή άπόφασις της Έκτελεστικής 'Επιτροπής παραμένει έν έκκρεμότητι, μέχρις ότου καταστή γνωστόν τό, επί της έφέσεως άποτέλεσμα. Εις ήν περίπτωσιν ή άπόφασις του Συμ-

βουλίου δὲν συμφωνεῖ μὲ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ἢ ἀπόφασιν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, κατὰ συνέπειαν, τροποποιεῖται.

Γραμματεία Ἄρθρον 31.

1. Τὸ Συμβούλιον κέκτηται Γραμματείαν, ἀποτελουμένην ἐξ ἐνὸς Διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν του. Τὸ Συμβούλιον ὀρίζει τὸν Διευθυντὴν καὶ καθορίζει τὰς ἀρμοδιότητας αὐτοῦ. Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ διορίζονται, συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους καταρτίζει τὸ Συμβούλιον. Ἀπαγορεύεται εἰς τὸ προσωπικὸν νὰ ἀσπῆ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς ὀργανώσεως ἢ νὰ δέχεται ἐτέρας ὑπηρεσίας.

2. Καθορίζεται ὡς ὅρος διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας νὰ μὴ ἔχουν οὔτοι ἐμπορικὸν ἢ οἰκονομικὸν τι ἐνδιαφέρον, ἄμεσον ἢ ἔμμεσον, εἰς οἰοδήποτε ἐκ τῶν διαφόρων κλάδων τῶν δραστηριοτήτων τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἀπαρνηθῶν τὰ ἐνδιαφέροντά των, ταῦτα.

3. Τὸ ἔργον τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας ἔχει χαρακτῆρα ἀποκλειστικῶς διεθνή. Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν δὲν πρέπει οὔτοι νὰ ζητῶν οὐδὲ νὰ δέχονται ὀδηγίας παρὰ Κυβερνήσεως ἢ ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν. Ὁφείλου νὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των, ὡς λειτουργῶν διεθνούς Ὀργανώσεως.

4. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, δεόν νὰ σέβονται τὸν διεθνή χαρακτῆρα τοῦ ἔργου τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας. καὶ δὲν πρέπει νὰ ἐπιδιώκουν νὰ ἐπηρεάζουν ταῦτα ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ.

Καθυστάς, Ἀτέλεια καὶ Προνομίαι.

Ἄρθρον 32.

1. Εἰς ἕκαστον μετέχον Κράτος, καὶ καθ' ὅσον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία τοῦ Κράτους αὐτοῦ, τὸ Συμβούλιον ἀπολαύει τῆς ἀναγκαίας Νομικῆς ἰκανότητος, πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν λειτουργιῶν, τὰς ὁποίας τοῦ ἀναθέτει ἡ παρούσα Συμφωνία.

2. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους, ἐνθα εὐρίσκεται ἡ ἔδρα τοῦ Συμβουλίου, καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία του, ἀπαλλάσσει τῶν φόρων τὰ Κεφάλαια τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς ἀμοιβὰς τὰς καταβαλλομένας, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὸ προσωπικὸν αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ.

Οἰκονομικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 33.

1. Τὰ ἐξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἐν τῷ Συμβουλίῳ καὶ τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ἐξαιρέσει ἐκείνων τοῦ Προέδρου, ἀτινα ἀναλαμβάνονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὰς οἰκείας αὐτῶν Κυβερνήσεις. Ἡ εἰσφορὰ εἰς τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως, δι' ἐκάστην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, εἶναι ἀνάλογος τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τὰς ὁποίας ἔχει αὐτὴ ὅταν ἐγκυρίνηται προϋπολογισμὸς τῆς περιόδου ταύτης.

2. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν Προϋπολογισμὸν Διοικήσεως διὰ τὴν πρώτην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως.

Ἐν συνεχείᾳ, καθ' ἕκαστον ἔτος, καὶ κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ Ὀκτωβρίου, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν Προϋπολογισμὸν Διοικήσεως διὰ τὴν ἀντίστοιχον ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς, ὑφ' ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως, καταβλητέας εἰσφορᾶς διὰ τὴν ἐν λόγῳ περίοδον.

3. Ἡ ἀρχικὴ εἰσφορὰ πάσης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἥτις καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 36 καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ βᾶσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνεγνωρισμένων ψήφων εἰς τὴν Κυβέρνησιν ταύτην καὶ τοῦ κλάσματος τοῦ ἔτους μέχρι τοῦ τέ-

λους τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου. Ἐν τούτοις αἱ καθορισθεῖσαι εἰσφοραὶ διὰ τὰς ἐτέρας μετεχούσας Κυβερνήσεις, διὰ τὴν τρέχουσαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, δὲν μεταβάλλονται.

4. Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον, εἰσφοραὶ, εἶναι ἀπαιτητὰ κατὰ τὴν ἀρχὴν ἐκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, δι' ἣν αἱ εἰσφοραὶ αὗται ἔχουν καθορισθῆ, καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ νόμισμα τῆς Χώρας ἐνθα εὐρίσκεται ἡ ἔδρα τοῦ Συμβουλίου.

5. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, ἥτις δὲν ἔχει καταβάλει τὴν εἰσφορὰν τῆς κατὰ τὸν χρόνον τῆς Συνόδου τοῦ Συμβουλίου, ἥτις ἔπεται τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, δι' ἣν ἡ εἰσφορὰ αὕτη ἔχει καθορισθῆ, στερεῖται προσωρινῶς, τοῦ δικαιώματος ψήφου μέχρις ὅτου αὕτη θὰ ἔχη καταβάλει τὴν εἰσφορὰν τῆς. Ἐν τούτοις, ἡ Κυβέρνησις αὕτη οὐδενὸς τῶν ἄλλων δικαιωμάτων τῆς στερεῖται, οὐδὲ ἀπαλλάσσεται τῶν ὑποχρεώσεών της, αἰτίνες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτὸς ἐὰν διαφοροτρόπως τὸ Συμβούλιον, ἀποφασίζῃ.

6. Τὸ Συμβούλιον, μετὰ τὴν Σύνοδον τοῦ Ἀπριλίου, δημοσιεύει βεβαιωμένην κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ τῶν ἐξόδων, τῆς προηγουμένης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

7. Ἐν περιπτώσει διαλύσεως, καὶ πρὸ ταύτης, τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τακτοποίησιν τοῦ παθητικοῦ αὐτοῦ, τὴν κατάθεσιν πρὸς φύλαξιν τῶν ἀρχείων του καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ.

Συνεργασία μεθ' ἐτέρων Ὀργανισμῶν.

Ἄρθρον 34.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ προβαίη εἰς τὰ δέοντα διὰ νὰ συμβουλευεταὶ τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν (F.A.O.), καθὼς ἐπίσης καὶ τοὺς κατάλληλους Ὀργανισμοὺς καὶ τὰ κατάλληλα Κρατικὰ ἢ μὴ Ἰδρύματα καὶ νὰ συνεργάζηται μετ' αὐτῶν. Δύναται ἐπίσης νὰ λαμβάνη πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον κρίνει προσήκον ἵνα ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν, ὡς ἄνω, Ὀργανώσεων, νὰ παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΙ.

Ἀμφισβητήσεις καὶ ἐνστάσεις.

Ἄρθρον 35.

1. Πᾶσα ἀμφισβήτησις, ἐκτὸς τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 12, σχετικὴ μὲ τὴν ἐρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἥτις δὲν ρυθμίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων, παραπέμπεται, τῇ αἰτήσει μετεχούσης εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεως καὶ διαδίκου ἐν τῇ διαφορᾷ εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸς λήψιν ἀποφάσεως, μετὰ γνώμην, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἥς ἡ σύνθεσις θέλει ὀρισθῆ ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ ἠτιολογημένη γνώμη τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λύει εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὴν διαφορὰν, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν ὅλα τὰ χρήσιμα στοιχεῖα πληροφοριῶν.

3. Αἰτίας, καθ' ἣν, μετέχουσα Κυβέρνησις δὲν ἐξεπλήρωσε τὰς ὑποχρεώσεις, αἰτίνες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, παραπέμπεται κατόπιν αἰτήσεως τῆς διατυπούσης τὴν αἰτίαν μετεχούσης Κυβερνήσεως, εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λαμβάνει, ἐν προκειμένῳ ἀπόφασιν, κατόπιν γνωματεύσεως, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, περὶ ἧς προβλέπει ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Μετέχουσα Κυβέρνησις δύναται, κατόπιν ψήφου τοῦ Συμβουλίου, νὰ θεωρηθῆ ἔνοχος ἀθετήσεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον διαπιστώσῃ ὅτι, μετέχουσα Κυβέρνησις κατέστη ἔνοχος ἀθετήσεώς τινος τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ἐπιβάλῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν ταύτην κυρώσεις

έξικνουμένας από τῆς ἀπλῆς προειδοποιήσεως, περί τῆς προσωρινῆς ἀναστολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου τῆς, μέχρις οὗτο ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἐκπληρώσει τὰς ὑποχρεώσεις τῆς, ἡ ἀκόμη, καὶ μέχρι τοῦ ἀποκλεισμοῦ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης ἐκ τῆς Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII.

Ἵπογραφή, Ἐπικύρωσις, Ἀποδοχή, Ἐγκρίσις, Προσχώρησις καὶ ἑναρξίς ἰσχύος.

Ἄρθρον 36.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1963, πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες προσεκλήθησαν εἰς τὴν διάσκεψιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον 1963.

2. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ὑποβληθῆ, πρὸς κύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν ὑπὸ τῶν Κρατῶν, αἵτινα θὰ ὑπογράψουν ταύτην, συμφώνως πρὸς τὴν σχετικὴν συνταγματικὴν τῶν διαδικασιῶν, καὶ τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῆ Ἰσπανικῆ Κυβερνήσει, ἧτις θὰ εἶναι ἡ Κυβέρνησις φύλαξ τῆς Συμφωνίας.

3. Ἡ παρούσα Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους τὸ ὁποῖον προσεκλήθη εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῆ Κυβερνήσει, ἧτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας. Μετὰ τὴν ἑναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, πᾶν ἕτερον Κράτος μέλος τοῦ Ὄργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν, θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συμφωνίαν ταύτην.

4. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, τὴν πρώτῃν Ὀκτωβρίου 1963 ἐὰν αἱ Κυβερνήσεις πέντε χωρῶν, κυρίως παραγωγικῶν καὶ Κυβερνήσεις δύο Χωρῶν, κυρίως εἰσαγωγικῶν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει εἰς ταύτην, ἢ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εἰς ἄλλην μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν, οἱ ἐν λόγῳ ὄροι, θὰ πληρωθοῦν. Ἐν τούτοις εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν τὴν πρώτῃν Ὀκτωβρίου 1963 τέσσαρες μόνον Κυβερνήσεις, κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ δύο Κυβερνήσεις κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν Συμφωνίαν ταύτην, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ ἀποφασίσωσι κοινῇ συγκαταθέσει, ὅτι ἡ Συμφωνία αὕτη θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

5. Κράτος καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἔχει καταθέσει τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσιν, ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐὰν ἡ ἡμερομηνία τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, εἶναι μεταγενεστέρα τῆς καταθέσεως τοῦ ἐν λόγῳ ὀργάνου τοιαύτης.

6. Ἡ Συμφωνία δύναται νὰ τεθῆ προσωρινῶς, ἐν ἰσχύϊ. Πρὸς τοῦτο, ἐὰν μία Κυβέρνησις ὑπογράψῃ τὴν Συμφωνίαν γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν, ἧτις εἶναι φύλαξ τῆς Συμφωνίας, τὸ ἐραδύτερον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1963 ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιτύχῃ, ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον τῆς ἐπιτρέψει ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία τῆς, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν, ἢ ἐγκρίσιν τῆς Συμφωνίας, ἢ γνωστοποιήσῃ αὕτη θεωρεῖται, ὡς ἔχουσα ἰσχὺν οἷαν καὶ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

7. Αἱ ὑπογράψασαι τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις, αἵτινες δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει ἢ ἐγκρίνει τὴν παρούσαν Συμφωνίαν, ἀλλὰ ἔχουν προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου γνωστοποίησιν, δύνανται ἐὰν τὸ ἐπιθυμοῦν νὰ λαμβάνουν μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ, ἀνευ δικαιώματος ψήφου.

8. Αἱ Κυβερνήσεις αἱ ὑπογράψασαι τὴν Συμφωνίαν, αἵτινες ἔχουν προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου γνωστοποίησιν, δύνανται ἐπίσης νὰ

πληροφοροῦν τὴν Κυβέρνησιν, ἧτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμοῦν προσωρινῶς, τὴν Συμφωνίαν ταύτην. Πᾶσα Κυβέρνησις, ἧτις θὰ ἀναλάβῃ τοιαύτην ὑποχρέωσιν, θὰ θεωρῆται, προσωρινῶς, ὡς συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, μετ' ὅλων τῶν συμπαρακαρτούντων δικαιωμάτων καὶ τῶν ὑποχρεώσεων, μέχρις ἐκείνης ἐκ τῶν δύο ἡμερομηνιῶν, ἧτις θὰ εἶναι ἡ πλησιεστέρα δηλαδὴ ἡμερομηνία τῆς καταθέσεως ὑπὸ ταύτης τοῦ Ὄργανου τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ ἡ 1 Ὀκτωβρίου 1963. Ἐὰν τὴν 1 Ὀκτωβρίου 1964, ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν ἔχει, εἰσέτι καταθέσει τοιοῦτον ὄργανον παύει νὰ θεωρῆται, προσωρινῶς, συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Συμβούλιον λάβῃ διάφορον ἀπόφασιν, ἀλλὰ δύναται, ἐὰν τὸ ἐπιθυμῆ, νὰ λαμβάνῃ μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ, ἀνευ δικαιώματος ψήφου.

9. Ἡ Κυβέρνησις, ἧτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας, γνωστοποιεῖ εἰς πάντα τὰ μέλη τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ὄργανώσεως διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν, πᾶσαν ὑπογραφήν, ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ προσχώρησιν εἰς τὴν Συμφωνίαν καὶ πληροφορεῖ τὰς Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν διατυπωμένην σχετικὴν ἐπιφύλαξιν ἢ ὄρον. Ἐπίσης πληροφορεῖ ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν λαμβανομένην γνωστοποίησιν, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ διὰ πᾶσαν ἀναλαμβανομένην ὑποχρέωσιν, ἧτις γνωστοποιεῖται, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 8.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV.

Διάρκεια, Τροποποιήσις, Ἀναστολή, Ἀποχώρησις Ἐκπνοή, Ἀνανέωσις.

Ἄρθρον 37.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 30 Σεπτεμβρίου 1967, ἐφ' ὅσον, τοῦλάχιστον, πληροῦνται οἱ ὄροι διὰ τὴν ἑναρξιν ἰσχύος οἱ προβλεπόμενοι ἐν τῇ παραγράφῳ 4 τοῦ ἄρθρου 36.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, εἰς τὴν, κατὰ τὴν κρίσιν του, κατάλληλον στιγμὴν, τὰς συστάσεις του, σχετικῶς μετὰ τὴν παράτασιν ἢ τὴν ἀνανέωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Κατὰ τὴν λήξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς παρατάσεως ἢ τῆς ἀνανέωσός της ταύτης, αἱ πράξεις ὧν τὸ βάρος ἔχει ἀναλάβῃ τὸ Συμβούλιον καὶ τὰ κεφάλαια τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διαχείρισιν θὰ παρκαταρτηθοῦν, συμφώνως πρὸς τοὺς, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, καθαρτοποιησόμενους ὄρους, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων αὐτῶν καὶ τῶν ἐτέρων ὄρων ἀναφορικῶς μετὰ τὴν ρευστοποιήσιν τὸ Συμβούλιον θὰ ἐξακολουθήσῃ τὴν ἀποστολήν του, ὅσον χρόνον κρίνει ἀναγκαῖον καὶ θὰ ἀσκήσῃ τὰς ἐξουσίας καὶ τὰς λειτουργίας κατὰ ὅποια τῶ ἔχουσι ἀνατεθῆ, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας καταβάλλον πᾶν ἀναγκαῖον μέτρον, ἵνα φέρῃ εἰς πέρας τὴν ἀποστολήν του.

4. Ἐὰν Συμφωνία τις, προοριζομένη διὰ τὴν παράτασιν ἢ τὴν ἀνανέωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον διαπραγματεύσεων, καὶ ἐὰν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἔχει λάβῃ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῆ, ἐν ἰσχύϊ, μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν διατάξεις, ἀλλὰ ἐὰν ἡ νέα αὕτη Συμφωνία δὲν ἔχη τεθῆ, προσωρινῶς, ἢ ὀριστικῶς, ἐν ἰσχύϊ, κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς λήξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ παρῶσα Συμφωνία παρατείνεται μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας μὴ δυναμένη ἢ παράτασις αὕτη νὰ ὑπερβῇ τοὺς 12 μῆνας.

Ἄρθρον 38.

1. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συστήσῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, τροποποιήσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, εἰς ἃς περιπτώσεις εἰδικὰ περιστατικὰ κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου ἢ μιᾶς μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἐμποδίζου ἢ

απειλούν να εμποδίσουν την λειτουργίαν της παρούσης Συμφωνίας.

2. Εάν η ενδιαφερομένη Κυβέρνησις υποβάλῃ τὴν αἴτησιν, χρησιμοποιεῖται ἡ διαδικασία τῆς ψήφου δι' ἀλληλογραφίας ἢ καθοριζομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 27.

3. Τὸ Συμβούλιον ὀρίζει τὴν προθεσίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ, εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν, ἐὰν ἀποδέχεται ἢ ὄχι προταθείσαν τινὰ τροποποίησιν, δυνάμει τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Εάν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀπασαι αἱ μετέχουσαι Κυβέρνησεις ἀποδέχονται τροποποίησιν τινὰ, αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, ἀμέσως μετὰ τὴν λήψιν τῆς τελευταίας δηλώσεως ἀπόδοχῆς ὑπὸ τῆς φύλακος τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως. Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου πᾶσαν τὴν Συμβούλιον.

5. Εάν, κατὰ τὴν λήξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποιήσῃ τις, δὲν γίνεται ἀποδεκτὴ, ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἰτινες διαδέτουν τὰ 2)3 τῶν ψήφων, ἢ τροποποιήσῃ αὕτη δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ.

6. Εάν, κατὰ τὴν λήξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποιήσῃ τις, γίνεται ἀποδεκτὴ, ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἰτινες διαδέτουν τὰ δύο τρίτα τῶν ψήφων, ἀλλὰ οὐχὶ ὑφ' ὅλων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

α) Ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰς μετεχούσας Κυβέρνησεις, αἰτινες ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀποδοχὴν τῶν, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ἐλαιοπαραγωγικοῦ ἔτους, ὅπερ ἀκολουθεῖ μετὰ τὴν λήξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγω παραγράφου.

β) Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει ἄνευ ἀναβολῆς ἐὰν ἡ τροποποίησις εἶναι τοιαύτης φύσεως, ὥστε αἱ μετέχουσαι Κυβέρνησεις, αἰτινες δὲν ἀποδέχονται αὕτην, πρέπει νὰ ἀποκλεισθῶσι, προσωρινῶς, τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς, ἡ τροποποίησις αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου α) καὶ γνωστοποιεῖ τὴν ἀπόφασιν αὕτην πρὸς πᾶσας τὰς μετεχούσας Κυβέρνησεις. Εάν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζῃ ὅτι ἡ τροποποίησις εἶναι φύσεως τοιαύτης, αἱ μετέχουσαι Κυβέρνησεις, αἰτινες δὲν ἔχουν ἀποδεχθῆ αὕτην, γνωστοποιοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀνωτέρω ὅρους τοῦ ἐδαφίου α), ἐὰν ἐξακολουθοῦν νὰ θεωροῦν, ὡς ἀπαράδεκτον τὴν τροποποίησιν αὕτην. Αἱ μετέχουσαι Κυβέρνησεις, αἰτινες ἔχουν οὕτω, κρίνει καθὼς καὶ ἐκεῖναι αἱ Κυβέρνησεις, αἰτινες δὲν ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀπόφασιν τῶν, ἀποκλείονται προσωρινῶς, αὐτομάτως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία ἐκ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν, ἀποδείξῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι ἡ τροποποίησις νὰ ἀποδεχθῆ τὴν τροποποίησιν πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος αὐτῆς συμφώνως πρὸς τοὺς ἀνωτέρω, ὅρους τῆς παραγράφου α), ἐξ αἰτίας δυσχερῶν συνταγματικῆς μορφῆς ἀνεξαρτήτων τῆς θελήσεώς της, τὸ Συμβούλιον δύνανται νὰ ἀναβάλῃ τὸν προσωρινὸν ἀποκλεισμὸν μέχρις ὅτου ὑπερνικηθῶν αἱ δυσχερῆ αὐταὶ καὶ ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις γνωστοποιήσῃ τὴν ἀπόφασίν της, εἰς τὸ Συμβούλιον.

7. Τὸ Συμβούλιον καθορίζει τοὺς κανόνας, συμφώνως πρὸς τοὺς ὁποίους προκαθίσταται μετέχουσα Κυβέρνησις, ἣτις ἔχει ἀποκλεισθῆ προσωρινῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς ἐπίσης καὶ τοὺς ἀναγκαίους κανόνας διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

* Ἄρθρον 39.

1. Εάν μετέχουσα Κυβέρνησις κρίνῃ ὅτι διγίνονται σοβαρῶς τὰ συμφέροντά της, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι, μία ὑπογράψασα τὴν Συμφωνίαν Κυβέρνησις δὲν ἐπικυρώνει ἢ δὲν ἀποδέχεται τὴν παρούσαν Συμφωνίαν, ἢ ἐξ αἰτίας ὄρων ἢ ἐπιφυλάξεων

διατυπωθέντων κατὰ τὴν ὑπογραφήν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν τῆς Συμφωνίας, ἢ Κυβέρνησις αὕτη γνωστοποιεῖ τούτο εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν.

Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, εὐθύς, ὡς λάβῃ, τὴν γνωστοποίησιν αὕτην, πληροφορεῖ τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον ἐξετάζει τὸ, ἐν λόγω θέμα εἴτε κατὰ τὴν πρώτην Σύνοδον, εἴτε κατὰ μίαν τῶν μεταγενεστέρων Συνόδων, συγκαλουμένων ἐντὸς μηνός, τὸ βραδύτερον ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς γνωστοποιήσεως. Εάν, μετὰ τὴν ἐξέτασιν τοῦ θέματος παρὰ τοῦ Συμβουλίου, ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις ἐξακολουθῆ νὰ θεωρῆ διγόμενα σοβαρῶς, τὰ συμφέροντά της, δύνανται νὰ ἀποχωρήσῃ τῆς Συμφωνίας, γνωστοποιήσασα τὴν ἀποχώρησίν της, εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας, Κυβέρνησιν ἐντὸς προθεσμίας, τριάκοντα ἡμερῶν μετὰ τὴν γνωστοποίησιν τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ διαδικασία ἢ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἔχει ἐφαρμογὴν εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις:

α) Ὄταν μετέχουσά τις Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι, λόγοι ἀνεξάρτητοι τῆς θελήσεώς της, ἐμποδίζουν αὕτην νὰ ἐκπληρώσῃ τὰς συμβατικὰς υποχρεώσεις της, τὰς ἀπορροεούσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

β) Ὄταν μετέχουσά τις Κυβέρνησις θεωρῆ ὅτι, τὰ συμφέροντά της ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας, ἐπικινδύνως βλάπτονται, λόγω ἀποχωρήσεως μιᾶς ἄλλης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἢ συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως, ἣτις γνωστοποιεῖται, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 42 καὶ ἀφορᾷ τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, τὰ ὁποῖα ἀντιπροσωπεύει ἑτέρα μετέχουσα Κυβέρνησις.

γ) Ὄταν μετέχουσά τις Κυβέρνησις, θεωρῆ ὅτι, τὰ συμφέροντά της ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας, σοβαρῶς βλάπτονται, συνεπείᾳ μέτρου, ληφθέντος ὑπὸ μιᾶς ἄλλης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἐὰν τὸ, ἐν λόγω, μέτρον δὲν ἀνεκλήθῃ ἢ δὲν ἐτροποποιήθῃ, συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις τοῦ Συμβουλίου τὰς ὁποίας θὰ ἔχη διατυπώσει, ἐν προκειμένῳ, ἐπιλαμβανόμενον τῆς σχετικῆς διαμαρτυρίας.

δ) Ὄταν, μετέχουσα Κυβέρνησις θεωρῆ ὅτι τὰ συμφέροντά της, ἔχουσι σοβαρῶς ζημιωθῆ, συνεπείᾳ ἀποφάσεώς τινος, ληφθείσης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐξουσιῶν, αἰτινες ἔχουν αὐτῷ, ἀνατεθῆ ἢ ἕνεκεν τροποποιήσεως τῆς Συμφωνίας προβλεπομένης, ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 38.

3. Μετέχουσά τις Κυβέρνησις, δύνανται διὰ γνωστοποιήσεως εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας, Κυβέρνησιν νὰ ἀποχωρήσῃ τῆς Συμφωνίας, συνεπείᾳ πολεμικῶν γεγονότων.

4. Πᾶσα ἀποχώρησις πραγματοποιουμένη, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων, α), β), Γ), καὶ Δ) τῆς παραγράφου 2 ἢ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 1 καὶ 3 θὰ τεθῆ, ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήξεως τῆς ὀριστικῆς, ἐν λόγω γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῆς φύλακος τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως.

* Ἄρθρον 40.

Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, πληροφορεῖ, ἄνευ καθυστέρησεως ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβέρνησεις διὰ πᾶσαν γνωστοποίησιν ἀποχωρήσεως, τῆς ὁποίας ἔλαβε γνῶσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

* Ἄρθρον 41.

1. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, ἣτις ἀποκλείεται, προσωρινῶς, τῆς παρούσης Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς της, ὑποχρεοῦται νὰ πληρώσῃ τὰς ὀφειλομένας εισφορὰς εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τὰ τηρήσῃ ὅλας τὰς υποχρεώσεις αἰτινες θὰ ἔχουσι ἀναληφθῆ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἀποχωρήσεώς της ἢ τοῦ ἀποκλεισμοῦ της.

2. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις ἣτις ἀποχωρεῖ τῆς Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς της, ἐπὶ οὐδενὸς μέρους τοῦ προϊόντος τῆς ρευστοποιήσεως τοῦ ἐνεργητικοῦ τοῦ Συμβουλίου δύνανται νὰ ἐγείρῃ ἀπαίτησιν κατὰ τὴν λήξιν τῆς προειρημένης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV.

Ἑδαφικὴ ἐφαρμογή.

Ἄρθρον 42.

1. Πᾶσα Κυβέρνησις δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην, ἢ ἀνὰ πᾶσαν μεταγενεστέραν στιγμὴν, νὰ δηλώσῃ διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν ὅτι ἡ Συμφωνία ἐπεκτείνεται ἐφ' ὅλων ἢ ἐπὶ μέρους τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αὕτη ἐξασφαλίζει τὴν διεθνή ἀντιπροσώπευσιν, ὅποτε ἡ Συμφωνία ἐφαρμόζεται ἅμα τῇ λήψει τῆς γνωστοποιήσεως καὶ εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς ταύτην, ἐδάφη.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἀποχώρησιν, πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν, τὴν χωριστὴν ἀποχώρησιν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐνὸς οἰουδήποτε ἢ ὅλων τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διεθνή ἀντιπροσώπευσιν.

3. Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις θὰ πληροφορῇ τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις δι' ἀπάσας τὰς λαμβανομένας γνωστοποιήσεις, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως, ἐξουσιοδοτημένοι διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς ἐναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὰς Ἀγγλικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικὴν γλώσσας, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῆ παρὰ τῇ Ἰσπανικῇ Κυβερνήσει, ἣτις διαβιβάζει ἀκριβῆ καὶ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, πρὸς ὅλας τὰς Κυβερνήσεις, αἵτινες ἔχουν ὑπογράψει ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν παρούσα Συμφωνίαν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'.

Ὄνομασῖαι καὶ ὀρισμοὶ ἐλαιολάδων
διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον.

1) Παρθένα ἐλαιόλαδα (Σημείωσις : Δύναται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῆ ἢ ἐκφρασις «ἀγνὸν ἐλαιόλαδον παρθένον»). Ἑλαιόλαδα ληφθέντα διὰ μηχανικῶν μεθόδων ἀποκλειομένης πάσης ἀναμίξεως μὲ ἄλλης φύσεως ἔλαια, ἢ ἔλαια ληφθέντα, κατ' ἄλλον τρόπον.

Τὰ παρθένα ἐλαιόλαδα κατατάσσονται, ὡς ἀκολούθως :

α) «Ἐξαιρετικὸν (EXTRA) : Ἑλαιόλαδον, τελείως ἀνεπιλήπτου γεύσεως τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 1 ο)ο.

β) «Ἄριστον» (FINE) : Ἑλαιόλαδον ἔχον τὰς ιδιότητες τοῦ ἐξαιρετικοῦ, ἐκτὸς τῆς ὀξύτητος, ἣτις ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 1,5 ο)ο.

γ) «Σύνηδες» (COURANTE). (Σημείωσις : Δύναται, ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῆ ἢ ἐκφρασις «ἡμίᾳριστον», ἀντὶ τῆς ὀνομασίας σύνηδες) : Ἑλαιόλαδον καλῆς γεύσεως τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 3 ο)ο, μὲ περιθώριον ἀνοχῆς ἐπὶ ταύτης 10 ο)ο.

δ) «Μειονεκτικὸν» (LAMPANTE) : Ἑλαιόλαδον μὲ ἐλαττωματικὴν γεύσιν τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ 3,3 ο)ο.

2) Ἀνακαθαρισμένα (Ραφιναρισμένα), ἐλαιόλαδα (HUILES D'OLIVE RAFFINEES). (Σημείωσις : Δύναται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῆ ἢ ἐκφρασις «καθαρὸν ραφιναρισμένον ἐλαιόλαδον» (HUILE D'OLIVE PURE RAFFINEE)), λαμβανόμενα δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν παρθένων ἐλαιολάδων.

3) Γνήσια ἐλαιόλαδα, (HUILES PURES D'OLIVE) : Ἀποτελούμενα ἐκ μίγματος παρθένου καὶ ραφιναρισμένου ἐλαιολάδου. Τὰ μίγματα δύναται ἐπίσης ν' ἀποτελοῦν τύπους τῶν ὁποίων τὰ χαρακτηριστικὰ δύναται νὰ καθορίζωνται ἀπὸ συμφώνου, μεταξὺ τῶν πωλητῶν καὶ τῶν ἀγοραστῶν.

4) Ἑλαια ἐλαιοπυρήνων «Πυρηνέλαια» (HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE) : Λαμβανόμενα, κατόπιν ἐπεξεργασίας τῶν ἐλαιοπυρήνων μὲ διαλυτικά.

5) Ἀνακαθαρισμένα (ραφιναρισμένα) Πυρηνέλαια. (HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE RAFFINEES) : Λαμβανόμενα δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν ἐλαίων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 4 καὶ προοριζόμενα, πρὸς διατροφήν.

Σημείωσις : Τὸ μίγμα τοῦ ἀνακαθαρισμένου. (ραφιναρισμένου) πυρηνελαίου καὶ παρθένου ἐλαιολάδου —συνήθως χρησιμοποιουμένου διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν μερικῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν χωρῶν— ὀνομάζεται ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον. Τὸ μίγμα αὐτό, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, δύναται νὰ ὀνομασθῆ, ἀπλῶς, ἐλαιόλαδον.

6) Ἑλαια ἐλαιοπυρήνων «Πυρηνέλαια» διὰ τεχνικὰς χρήσεις. Ἄπαντα τὰ λοιπὰ ἔλαια τὰ προερχόμενα ἐκ τῶν ἐλαιοπυρήνων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'.

Συντελεστὰι ἀπονεμόμενοι εἰς ἐκάστην τῶν κάτωθι κυρίων παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ προοριζόμενοι διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πληρωμῆς τῆς εἰσφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον τῆς Διαφημίσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄλγεριον	1,67
Ἰσπανία	45,33
Ἑλλάς	4,00
Ἰσραήλ	0,25
Ἰταλία	33,67
Λιβύη	0,41
Μαρόκον	1,00
Πορτογαλία	2,34
Τῦνις	10,00
Τουρκία	1,33

Σύνολον : 100,00
== ==

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ'.

Χῶραι, κυρίως, παραγωγικαί :

Ἄλγεριον	40
Ἰσπανία	420
Ἑλλάς	180
Ἰσραήλ	20
Ἰταλία	420
Λιβύη	25
Μαρόκον	40
Πορτογαλία	120
Τῦνις	110
Τουρκία	100

Χῶραι, κυρίως, εἰσαγωγικαί :

Δυτικὴ Γερμανία	5
Αὐστρία	3
Βέλγιον	3
Γαλλία	35
Λουξεμβούργον	3
Ἡνωμένον Βασίλειον	5
Σενεγάλη	3

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Δ'.

Ἄρθρα 26, 28, 29 καὶ 33 (παράγραφος 1) τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ 1956.

Ἄρθρον 26.

Οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ συγκεντρώνοντες τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν, κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν χωρῶν, συγκροτοῦσι ἅμω τὴν ἀπαρτίαν κατὰ πᾶσαν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἡ ἀπαρτία αὕτη δὲν ἐπιτευχθῆ τὴν ὀρισθείσαν διὰ τὴν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου, ἡμέραν, συμφώνως πρὸς τὸ, ὡς ἄνω, ἄρθρον 25, ἢ, ὡς ἄνω, Συνεδρίασις γίνεται μετὰ τριῆ-

μερον, τὸ βραδύτερον, ὅποτε τὸ Συμβούλιον εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ, ἐφ' ὅσον παρίστανται ἀντιπρόσωποι συγκεντροῦντες τὰ 50 ο)ο, τοῖς ἑκατόν, τοῦλάχιστον, τοῦ συνόλου τῶν ψήφων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

* Ἄρθρον 28.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν διακρίνονται εἰς δύο ομάδας: εἰς τὴν, τῶν, κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν καὶ εἰς τὴν, τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν τοιούτων.

2. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν, διαθέτουν εἰς τὸ Συμβούλιον μίαν ψήφον, ἀνὰ χιλίους τόννους ἐλαιολάδου παραχθέντος κατὰ μέσον ὄρον, ἐτησίως, κατὰ τὴν περίοδον τοῦ 1949)1950 ἕως 1954)55, χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγώτερον τῆς μίᾳς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

3. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν τοῦ ἐλαιολάδου, χωρῶν, διαθέτουν εἰς τὸ Συμβούλιον ἀριθμὸν ψήφων, ἴσον πρὸς τὰ 25 ο)ο τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν, κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν. Αἱ ψήφοι αὗτοι κατανομῶνται μεταξὺ αὐτῶν, κατ' ἀκολουθίαν τοῦ μέσου ὄρου τῶν εἰσαγωγῶν τῶν κατὰ τὰ ἔτη 1951—1954, χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγώτερον τῆς μίᾳς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

4. Δὲν ὑπάρχει κλάσμα ψήφου.

5. Ἐὰν μετέχουσα Κυβέρνησις ἐπικαλουμένη τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἁρθρου 24, ζητήσῃ τὴν χωριστὴν ἐκπροσώπησιν ἐνὸς ἢ πλείονων μὴ Μητροπολιτικῶν ἑδαφῶν, ὃν ἀσφαλίζει τὴν διεθνή ἐκπροσώπησιν, τὸ ἕδαφος τοῦτο ἢ τὰ ἑδάφη ταῦτα, κατατάσσονται εἰς τὴν ὁμάδα τὴν ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὴν κυρίαν τῶν ἐλαιοκομικῆν δραστηριότητα, χωρὶς ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων, ὡς διαθέτουν ἐν τῷ συνόλῳ, αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις καὶ τὰ ἑδάφη τῶν τὰ κεχωρισμένως ἐκπροσωπούμενα, νὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου.

* Ἄρθρον 29.

1. Τὸ Συμβούλιον κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν θὰ καθορίσῃ τὸν ἀριθμὸν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἑκάστην μετέχουσαν Κυβέρνησιν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθρου 28 τοῦ παρόντος.

2. Ἐν συνεχείᾳ τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπανεξετάξῃ ἢ θὰ ἀνακατανέμῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἑκάστην τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων:

α) Ὅσακις νέα τις Κυβέρνησις προσχωρεῖ εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

β) Ὅσακις μετέχουσά τις Κυβέρνησις ἀποσύρεται τῆς Συμφωνίας.

γ) Ὅσακις πραγματοποιοῦνται αἱ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἁρθρου 24 καὶ τοῦ ἁρθρου 41 τῆς Συμφωνίας προβλεπόμεναι περιπτώσεις.

* Ἄρθρον 33. (Παράγραφος 1).

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς βαρύνουν τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις τῶν. Αἱ λοιπαὶ ἀπαραίτητοι διὰ τὴν διοίκησιν τῆς παρουσίας Συμφωνίας δαπάναι, συμπεριλαμβανόμενων καὶ τῶν ἀμοιβῶν τῶν καταβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, καλύπτονται ἐκ τῶν ἐτησίων εἰσφορῶν τῶν μετεχουσῶν εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν Κυβερνήσεων. Ἡ εἰσφορὰ ἑκάστης μετεχούσης κυρίως παραγωγικῆς χώρας εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ αὕτη, ὅταν θὰ ἐγκριθῇ ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ ἐν λόγῳ παραγωγικοῦ ἔτους. Ἡ εἰσφορὰ τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν θὰ ὀρισθῇ δι' εἰδικῆς συμφωνίας, μεταξὺ ἑκάστης τούτων καὶ τοῦ Συμβουλίου ἀναλόγως τῆς σπουδαιότητός τῶν εἰς τὴν ἐλαιοπαραγωγικὴν οἰκονομίαν.

* Ἄρθρον δευτέρον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Χώρας εἰς τὴν ὡς ἄνω κυρομένην Διεθνή Συμφωνίαν ἀναγράφεται εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας

ἀπὸ τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1965 ἢ ἀναγκαίᾳ πίστωσης ὑπὸ ἴδιον Κεφάλαιον καὶ ἄρθρον.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Γ. ΑΘΑΝΑΣΙΑΔΗΣ - ΝΟΒΑΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΙΩΑΝ. ΤΣΟΤΑΓΕΡΟΣ, Ι. ΤΟΤΜΠΑΣ, Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΦΩΚ. ΖΑ-Γ-ΜΗΣ, ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΜΕΛΑΣ, ΕΜΜ. ΚΟΦΗΣ, ΙΩΑΝ. ΓΚΛΑΒΑΝΗΣ, ΚΩΝ. ΜΑΡΗΣ, ΧΡ. ΒΑΣΜΑΤΖΙΔΗΣ, ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, ΦΩΤ. ΠΙΤΟΤΑΝΗΣ, ΘΕΟΧ. ΡΕΝΤΗΣ, ΚΛ. ΠΙΛΑΟΓΛΟΥ, ΑΧ. ΔΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΤΑΓΓ. ΔΕΝΔΡΙΝΟΣ, Δ. ΓΕΩΡΓΙΟΥ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1966

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 642

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ ΗΕΜ τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.1930 Διατάγματος.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰ ἄρθρα 1, 2 καὶ 3 τοῦ Νόμου 3752)29 «περὶ κυρώσεως διὰ Διαταγμάτων Κανονισμῶν κ.λ.π.».

2) Τὸ ἀπὸ 8.2.1929 Διάταγμα «περὶ ἐκπροσωπήσεως τοῦ προσωπικοῦ κατὰ τὴν διαδικασία κυρώσεως Κανονισμοῦ».

3) Τὴν ἀπὸ 26.2.1966 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ Η.Ε.Μ.

4) Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Η.Ε.Μ. καὶ τῆς Ἑνώσεως Προσωπικοῦ Η.Ε.Μ. διατυπωμένην εἰς τὰς ὑπ' ἀριθ. 619) 25.4.1966 καὶ 81)22.4.1966 ἀναφορὰς αὐτῶν.

5) Τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας διατυπωθεῖσαν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 511)1966 πρακτικὸν αὐτοῦ.

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσασμεν.

* Ἄρθρον μόνον.

Ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἁρθρου 6 τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.1930 Προεδρικοῦ Διατάγματος κυρωθέντος Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας ἑκάστης τῶν ἐν Ἑλλάδι Σιδηροδρομικῶν καὶ τροχιοδρομικῶν Ἐπιχειρήσεων, ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συμπληρώθη διὰ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἁρθρου 3 τοῦ Β. Δ)τος τῆς 26.7.1955 τροποποιεῖται καὶ συμπληροῦται διατυπωμένη ἐν τῷ συνόλῳ τῆς ὡς ἀκολουθῶς:

3) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐν νοσοκομείῳ ἢ κλινικῇ νοσηλείας τοῦ μονίμου προσωπικοῦ θὰ καταβάλλονται αὐτῷ σὶ ἀπολαβαί του ἐπὶ τετράμηνον ὡς καὶ τὰ 2)3 αὐτῶν ἐπὶ δύο εἰσέτι μῆνας.

Διὰ τοὺς νοσηλευομένους εἰς санаτόρια καὶ συντηρούντας οἰκογένειαν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Ταμείου, δύναται κατόπιν εισηγήσεως τοῦ Ἀρχιάτρου, νὰ ἀποφασίσῃ τὴν συνέχισιν τῆς καταβολῆς τῶν 2)3 τῶν ἀπολαβῶν καὶ πέραν τοῦ ἑξαμήνου ἀλλὰ μέχρις ὀκτώ μηνῶν τὸ πολὺ..

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθε-
μεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 643

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 7.6)26.7.52 Β.Δ. τοῦ ἀναφερο-
μένου εἰς τὰ Ἀεροπορικὰ Πτυχία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας,
ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεκληρώθη μεταγενέστερον.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰ ἄρθρα 9 καὶ 26 τοῦ Ν. 5017)1931 «περὶ Πολιτι-
κῆς Ἀεροπορίας».
2. Τὸ ἄρθρον 90 τῆς διὰ τοῦ Ν. 211)1947 κυρωθείσης
Συμβάσεως «περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας» καὶ
3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 520)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου
τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοι-
νωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ παράγραφος 27.2 τοῦ ἄρθρου 27 τοῦ προστεθέντος εἰς
τὸ ἀπὸ 7.6)26.7.1952 Β. Δ. διὰ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 11.6)
28.7.1954 Β. Δ)τος, ὡς ἡ παράγραφος αὕτη ἀντικατεστά-
θη διὰ τῆς παραγράφου 12 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ἀπὸ 31.1)
26.2.1955 Β. Δ)τος, ἀντικαθίσταται καὶ αὐθις ὡς ἀκολού-
θως:

«27.2. Προσόντα πρὸς ἀπόκτησιν τοῦ Πτυχίου ΙΣ.

Ὁ ὑποψήφιος δέον ὅπως κέκτηται τῆς ἀπὸ τῆς παραγράφου
1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. Δ. 2624)53 προβλεπομένης ἀδείας
Ραδιοτεχνίτου τούλάχιστον καὶ τριετοῦς ἐπαγγελματικῆς
ἐξασκήσεως, ἐξ ἧς μονοετῆς τούλάχιστον ἐπὶ ἠλεκτρονικῶν
συσκευῶν ἀεροσκαφῶν».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθε-
μεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 644

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 15. 12.
1955)10.1.1956 Β. Δ)τος περὶ σημάτων ἐθνικότητος καὶ
νηολογήσεως ἀεροσκαφῶν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 9, 14, 21 καὶ 24 τοῦ Ν.
5017)1931 «περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας».
2. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 20 καὶ 37 τῆς κυρωθείσης
διὰ τοῦ Ν. 211)1947 Συμβάσεως «περὶ Διεθνούς Πολιτι-
κῆς Ἀεροπορίας».
3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 563)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου
τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινο-
νιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1

Ἡ παράγραφος 2 τῆς περιπτώσεως II τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ
ἀπὸ 15.12.1955)10.1.1956 Β. Δ)τος, ἀντικαθίσταται ὡς
ἀκολούθως:

α2. Τὰ σήματα ἐπὶ τῶν πτερύγων φέρονται ἀπαξ ἐπὶ τοῦ
ἀριστεροῦ ἡμίσεος τῆς κάτω ἐπιφανείας αὐτῶν, ἐκτός ἐάν
ἐκτείνωνται κατὰ μῆκος ὀλοκλήρου τῆς κάτω ἐπιφανείας
τῶν πτερύγων καὶ κατὰ τὸ δυνατόν εἰς ἴσην ἀπόστασιν ἐκ τοῦ
χειλοῦ προσβολῆς, μὲ τὴν κορυφὴν τῶν γραμμάτων ἢ ἀριθ-
μῶν ἐστραμμένην πρὸς τὸ χεῖλος προσβολῆς».

Ἄρθρον 2

Ἡ παράγραφος 2 τῆς περιπτώσεως II τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ
ὡς ἄνω Β. Δ)τος ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«2. Τὰ ἐπὶ τῆς ἀτράκτου σήματα δέον νὰ μὴ ἐξικινῶνται
μέχρι τῶν ἐξωτερικῶν γραμμῶν αὐτῆς (περιμετρικὴ γραμμὴ).

Τὰ ἐπὶ τῶν καθέτων ἐπιφανειῶν τοῦ αἰραίου πτερώματος
σήματα, δέον νὰ ἀφήνουν περιθώριον τούλάχιστον πέντε (5)
ἐκατοστομέτρων (2 Ἴντσῶν) ἀπὸ ἐκάστου ἄκρου τούτου.

Τὸ ὕψος τῶν ἐπὶ τῆς ἀτράκτου (ἢ ἰσοδυναμοῦ κατασκευῆς)
καὶ τῶν ἐπὶ τῶν καθέτων ἐπιφανειῶν τοῦ αἰραίου πτερώμα-
τος φερομένων σημάτων, τῶν ἀεροδύων, δέον νὰ εἶναι τούλά-
χιστον 30 ἐκατοστόμετρα (12 Ἴντσες)».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθε-
μεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(5)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 645

Περὶ προσθήκης τῆς Ρευματολογίας εἰς τὰς συναφεῖς
Ἰατρικῆς Εἰδικότητος.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) Τὰς διατάξεις τῆς παρ. 3 τοῦ
ἄρθρου 29 τοῦ Ν. Δ)τος 3895)1958, 2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 113)
2.5.1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἰατρικῶν Εἰδικότη-
των, 3) τὴν ὑπ' ἀριθ. 523)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου
τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς
Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Ν. Δ)τος 3366)55
«περὶ ἀσκήσεως ἱατρικοῦ ἐπαγγέλματος καὶ ἱατρικῶν εἰδι-
κοτήτων κλπ.» ὀριζόμενας συναφεῖς ἱατρικῆς εἰδικότητος προσ-
τίθεται καὶ ἡ συναφεὶς πρὸς τὴν Παθολογίαν Ἰατρικὴ Εἰδι-
κότης Ρευματολογίας.

2. Ἡ σχετικὴ ἀδεια δύναται νὰ χορηγῆται εἰς ἱατροὺς
κεκτημένους τὴν εἰδικότητα τῆς Παθολογίας καὶ ἔχοντας
μεταγενέστερον εἰδικὴν μετεκπαίδευσιν ἐπὶ διετίων εἰς εἰδικὰ
Ρευματολογικὰ Κέντρα τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς.

3. Κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ ἐπὶ τρί-
μηνον ἐπιτρέπεται ἡ χορήγησις τοῦ τίτλου τῆς συναφοῦς Ἰα-
τρικῆς Εἰδικότητος τῆς Ρευματολογίας καὶ εἰς ἱατροὺς
κεκτημένους τὸν τίτλον τῆς ἱατρικῆς εἰδικότητος τῆς Παθο-
λογίας, ἐφ' ὅσον ἔχουν ἀσχοληθῆ ἀποδεδειγμένως καὶ εἰδικῶς
εἰς τὴν ρευματολογίαν τούλάχιστον ἐπὶ τριετίαν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν
δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(6)

B. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 646

Περί τροποποίησης του υπ' αριθ. 359)65 Β. Δ)τος «περί καθορισμού 'Αγροτικών 'Ιατρείων».

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Έχοντες υπ' όψει τὰς διατάξεις: 1) Τοῦ Ν. 3487)55 «περί κοινωνικῆς ἀσφάλισις ἀγροτῶν», 2) τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Ν. Δ)τος 4440)64 «περί συμπληρώσεως διατάξεων τινῶν τοῦ Ν. 3487)55», 3) τὸ υπ' αριθ. 359)65 Β. Δ)γμα «περί καθορισμοῦ 'Αγροτικῶν 'Ιατρείων», 4) τὴν υπ' αριθ. 27)24.6.65 ἀπόφασιν τοῦ Ν. Σ. 'Υγείας Λακωνίας «περί μεταχαρακτηρισμοῦ τοῦ 'Αγροτικοῦ 'Ιατρείου Α' τάξεως Σκούρας Λακωνίας εἰς ἡμιορεινόν», 5) τὴν υπ' αριθ. 82836)9.5.66 ἐγκρισιν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους, 6) τὴν υπ' αριθ. 521)15.6.1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου 'Επικρατείας, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργοῦ, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν:

* Ἄρθρον μόνον.

Τροποποιεῖται τὸ υπ' αριθ. 359)65 Β. Δ)γμα «περί καθορισμοῦ 'Αγροτικῶν 'Ιατρείων» ὅσον ἀφορᾷ τὸν Νομὸν Λακωνίας ὡς ἐξῆς:

Τὸ Πεδινὸν 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον Α' τάξεως Σκούρας Λακωνίας μεταχαρακτηρίζεται, εἰς ἡμιορεινὸν 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον Α' τάξεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 'Ιουλίου 1966

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(7)

B. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 647

Περί καταργήσεως τοῦ υπ' αριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)τος «περί συστάσεως Πρωτοβαθμίου 'Υγειονομικῆς 'Επιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας».

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Έχοντες υπ' ὄψιν: 1) Τὸ ἄρθρον 11 παρ. 2 καὶ 9 τοῦ Ν. 1811)51, 2) τὸ υπ' αριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)γμα (ΦΕΚ 212)24.9.56 Τ. Α') «περί συστάσεως Πρωτοβαθμίου 'Υγειονομικῆς 'Επιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας» τῆς 3) τὴν υπ' αριθ. 6814)24.3.66 ἀναφορὰν τῆς Νομαρχίας Ἀρκαδίας, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργοῦ, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν:

* Ἄρθρον μόνον.

Καταργεῖται τὸ υπ' αριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)γμα (ΦΕΚ 212)24.9.56 Τ. Α') «περί συστάσεως Πρωτοβαθμίου 'Υγειονομικῆς 'Επιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας» τῆς ἀρμοδιότητος τῆς 'Επιτροπῆς ταύτης ἐπανερχαμένης εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Πρωτοβαθμίου 'Υγειονομικῆς 'Επιτροπῆς Τριπόλεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 'Ιουνίου 1966

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(8)

B. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 648

Περί τροποποίησης τῶν υπ' αριθ. 358)65 καὶ 359)65 Β. Δ)των «περί 'Αγροτικῶν 'Ιατρείων».

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Έχοντες υπ' ὄψει τὰς διατάξεις: 1) Τοῦ Ν. 3487)55 «περί κοινωνικῆς ἀσφάλισις ἀγροτῶν», 2) τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Ν. Δ)τος 4440)64 «περί συμπληρώσεως διατάξεων τινῶν τοῦ Ν. 3487)55», 3) τὰ υπ' αριθ. 358)65 καὶ 359)65 Β. Δ)τα «περί καθορισμοῦ 'Αγροτικῶν 'Ιατρείων», 4) τὰς υπ' αριθ. 51)11.11.65 καὶ 54)2.11.65 ἀποφάσεις Ν. Σ. 'Υγείας ἀντιστοίχως Νομῶν Βοιωτίας καὶ Μεσσηνίας, 5) τὰς υπ' αριθ. 108454)17.5.66 καὶ 107061)17.5.66 ἐγκριτικὰς τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους, 6) τὴν υπ' αριθ. 524)15 'Ιουνίου 1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου 'Επικρατείας, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργοῦ, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν:

* Ἄρθρον μόνον.

Τροποποιοῦνται τὰ υπ' αριθ. 358)65 καὶ 359)65 Βασ. Δ)τα «περί καθορισμοῦ 'Αγροτικῶν 'Ιατρείων» ὅσον ἀφορᾷ τοὺς Νομοὺς Βοιωτίας καὶ Μεσσηνίας ὡς ἐξῆς:

1) Τὸ Β' τάξεως, ὄρεινὸν 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον Δαυλίας Νομοῦ Βοιωτίας μετατρέπεται εἰς Α' τάξεως ὄρεινὸν 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον.

2) Τὸ ἡμιορεινόν, Α' τάξεως 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον Κοπανακίου Νομοῦ Μεσσηνίας, μεταχαρακτηρίζεται εἰς ὄρεινόν, Α' τάξεως 'Αγροτικὸν 'Ιατεῖον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς 'Υγεινῆς 'Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 'Ιουλίου 1966

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

(9)

Εἰς τὸ υπ' αριθμ. 566 Β. Δ. τοῦ 'Υπουργείου Συγκοινωνιῶν τῆς 29.6.66, ὅπερ ἐδημοσιεύθη εἰς τὸ υπ' αριθ. 135, τεύχος Α' τῆς 7.7.66 Φ'Ε.Κ. ἐπιφέρονται αἱ κάτωθι διορθώσεις.

1) Ἐν σελίδι 835, στήλῃ δευτέρα, στίχῳ δευτέρῳ τοῦ ἁρθροῦ 1, ἢ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 18.8.1955 Β.Δ.», διορθοῦται εἰς τὸ ὄρθρον «τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 18.8.1953 Β.Δ.».

2) Ἐν σελίδι 836, στήλῃ πρώτη, στίχῳ εἰκοστῷ τοῦ Ἰ ἐδαφίου, τοῦ ἁρθροῦ 3, ἢ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «εἰς τὰς τέσσαρας ομάδας», διορθοῦται εἰς τὸ ὄρθρον, διὰ τῆς διαγραφῆς τῆς λέξεως «τάς,» ἤτοι «εἰς τέσσαρας ομάδας».

Ὁ Γεν. Διευθυντῆς
Ι. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

(10)

Εἰς τὸ υπ' αριθ. 556 Β.Δ. τοῦ 'Υπουργείου Συγκοινωνιῶν τῆς 11.6.66, ὅπερ ἐδημοσιεύθη εἰς τὸ υπ' αριθ. 132, τεύχος Α', τῆς 29.6.66 Φ'Ε.Κ., ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις:

Ἐν σελίδι 817, στήλῃ δευτέρα, στίχῳ πέμπτῳ τῆς 23ης παραγράφου, ἢ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «εἰδικῆς κατηγορίας» διορθοῦται εἰς τὸ ὄρθρον «εἰδικῆς ὑποκατηγορίας».

Ὁ Γεν. Διευθυντῆς
Ι. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

Π ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

Γ Ν Ω Σ Τ Ο Π Ο Ι Ε Ι Ο Τ Ι :

Από 1 Ιανουαρίου 1966 ή έτησια συνδρομη της Έφημεριδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τη Έφημερίδι της Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ως κάτωθι :

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κλπ.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διά τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37.50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II. Εἰς τὸ Δ' τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημοσία Ταμεία ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὄπῳ, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δίδονται ἐν ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημοσία Ταμεία, ὄπῳ ἀπὸ δίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178(048)5321)31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 136) γυγκυκλιῶν διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ